Fiche de synthèse COVID-19

Sources : Textes légaux, Fiche DGT 2017-16 situation de crise, Instruction DGT du 20 mars, Questions-réponses DGT du 20 mars, Plaquette ministère du travail du 23 mars, fiches sectorielles ministère du travail du 27 mars au 9 avril, INRS (notamment le Q/R du 23 mars), OMS, fiches DIRECCTE Normandie, Guide OPPBTP du 2 avril

9 avril 2020

Une pandémie mondiale touche également le territoire français, qui est placé en phase 3 de l’épidémie de COVID-19. Des mesures de restriction des déplacements et des contacts sociaux ont été arrêtées sur tout le territoire national.

Certains établissements poursuivent toutefois leur activité économique et font travailler leurs salariés.

**Leur priorité doit être la protection de la santé non seulement du personnel travaillant dans ou pour l’établissement mais aussi de l’ensemble de la population** par la contribution aux objectifs :

* De rupture de la chaîne de propagation en limitant au maximum au personnel les déplacements et contacts ;
* D’éviter la saturation du système de santé (exposition au COVID-19 et accidents de travail).

**En cas de poursuite d’activité, le télétravail doit devenir la règle impérative pour tous les postes qui le permettent,** sauf à justifier de l’impossibilité de le mettre en place. En effet, le travail, lorsqu’il ne peut être réalisé à distance, expose nécessairement les salariés à un risque de contamination par le virus.

Dans le cas d’une pandémie, la contamination potentielle n’est pas nécessairement directement liée à l’activité de l’entreprise mais est générée par l’intensité d’une transmission interhumaine à laquelle est exposé l’ensemble de la population.

Dans certaines situations particulières, ce danger constituera un véritable risque professionnel, en l’espèce aggravé, pour les travailleurs dont l’activité habituelle est déjà encadrée par la réglementation spécifique à ce risque (par exemple le risque biologique en cas de pandémie).

**Dans tous les cas, en vertu des articles L. 4121-1 et suivants, l’employeur,** **responsable de la santé et de la sécurité de ses salariés, doit prendre des mesures de prévention et veiller à l’adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances.**

Une crise sanitaire est un changement de circonstances qui doit le conduire à s’assu­rer que les mesures qu’il met en œuvre habituellement sont toujours adaptées ou doivent l’être pour protéger les salariés contre les risques de contamination.

**De plus, une situation de crise est de nature à provoquer des conditions de travail et d’organisation du travail sévèrement dégradées pouvant probablement générer des risques – professionnels ou non, aggravés ou nouveaux – quelle que soit l’activité de l’entreprise** (nouvelles embauches, réaffectations, réorganisations du travail, surcharge de travail, état psychologique…).

Sur le fondement des informations qui lui sont communiquées par les pouvoirs publics, et conformément aux dispositions des articles L. 4121-2 et R. 2121-2 du code du travail, l’employeur doit donc **réévaluer les risques professionnels** liés au maintien de l’activité de l’entreprise :

* Les risques de **contamination par le virus**,
* Et les risques liés au **travail en situation dégradée** (non traité ici en raison de la grande variété de situations. Voir la fiche de l’INRS : <http://www.inrs.fr/risques/teletravail-situation-exceptionnelle/ce-qu-il-faut-retenir.html>).

Ce n’est pas forcément une démarche lourde. Il doit concrètement passer en revue les circonstances dans lesquelles les salariés peuvent être exposés au virus et **mettre en œuvre les mesures nécessaires en respectant l’ordre de priorité des principes généraux de prévention** : éviter en priorité l’exposition et, lorsque celle-ci ne peut être évitée, adapter notamment l’organisation et les processus de travail(articles L4121-2 du code du travail et R4424-2 du code du travail), par application des mesures énoncées à l’article R4424-3 du code du travail telles que :

**1°** Limitation au niveau le plus bas possible du nombre de travailleurs exposés ou susceptibles de l'être ;

**2°** Définition des processus de travail (…) visant à éviter ou à minimiser le risque de dissémination d'agents biologiques sur le lieu de travail ;

**3°** Signalisation (…) ;

**4°** Mise en œuvre de mesures de protection collective ou, lorsque l'exposition ne peut être évitée par d'autres moyens, de mesures de protection individuelle ;

**5°** Mise en œuvre de mesures d'hygiène appropriées permettant de réduire ou, si possible, d'éviter le risque de dissémination d'un agent biologique hors du lieu de travail.

**L’employeur veille à ce que ces mesures demeurent pertinentes au regard de l’évolution de la situation de crise**.

**IMPORTANT** : l’état des connaissances scientifiques et les mesures des pouvoirs publics évoluent quasi quotidiennement. Il faut donc suivre quotidiennement les informations délivrées par les sources d’information officielles et faire évoluer son évaluation et sa prévention en conséquence.

**Sources d’informations institutionnelles :**

Organisation mondiale de la santé :

<https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019>

Numéro d’information national (appel gratuit) : 0 800 130 000

Le site du gouvernement : <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

Haut Conseil de la Santé Publique : <https://www.hcsp.fr/Explore.cgi/Accueil>

Santé publique France :

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/infection-au-nouveau-coronavirus-sars-cov-2-covid-19-france-et-monde>

Ministère de la santé et des solidarités :

<https://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/maladies/maladies-infectieuses/coronavirus/>

Ministère du travail : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/>

<https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/article/sites-et-ressources-utiles>

DGAFP (pour les agents du secteur public)

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/coronavirus-covid-19-questionsreponses-pour-employeurs-et-agents-publics>

DIRECCTE de Normandie :

<http://normandie.direccte.gouv.fr/L-activite-de-votre-entreprise-est-impactee-par-le-Coronavirus>

<http://normandie.direccte.gouv.fr/Coronavirus-point-sur-la-situation-et-conseils>

Préfecture de Normandie: <http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/Actualites/Coronavirus-Informations-recommandations-mesures-sanitaires>

Agence Régionale de la Santé Normandie :

<https://www.normandie.ars.sante.fr/informations-coronavirus-covid-19>

**Sur la prévention :**

**INRS** : <http://www.inrs.fr/actualites/coronavirus-SARS-CoV-2-COVID-19.html>

Foire aux Questions de l’INRS : <http://www.inrs.fr/actualites/COVID-19-et-entreprises.html>

Focus juridique :

<http://www.inrs.fr/publications/juridique/focus-juridiques/focus-juridique-coronavirus.html>

**Brochure Ministère du travail :**

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid19-quelles-mesures-l-employeur-doit-il-prendre-pour-proteger>

**Agriculture, élevage et agroalimentaire**

 Fiche "[Activités agricoles](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-agriculture.pdf)"



 Fiche "[Travail saisonnier](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_saisonnier.pdf)"



 Fiche "[Travail filière cheval](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-filiere_cheval.pdf)"



 Fiche "[Travail dans l’élevage](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-elevage.pdf)"



 Fiche "[Travail en abattoir](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_abattoir.pdf)"



**Commerce de détail, restauration, hôtellerie**

 Fiche "[Travail en caisse](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_caissier-iere_v2.pdf)"



 Fiche "[Travail dans un commerce de détail](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-commercedetail.pdf)"



 Fiche "[Travail en boulangerie](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-boulangerie.pdf)"



 Fiche "[Travail dans la restauration collective ou la vente à emporter](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_restauration_collective_vente_emporter.pdf)"



 Fiche "[Travail dans l’hôtellerie - femme et valet de chambre](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_femme_de_chambre.pdf) "



**Autres services**

 Fiche "[Chauffeur Livreur](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-chauffeur-livreur_v2.pdf)"



 Fiche "[Agent de sécurité](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_agent_securite.pdf)"



 Fiche "[Travail dans le dépannage - Intervention à domicile](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_de_pannage.pdf)"



 Fiche "[Plombier - Installateur sanitaire](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_installateur_sanitaire.pdf)"



 Fiche "[Travail dans la blanchisserie industrielle](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-blanchisserie_v2.pdf)"



 Fiche "[Travail dans un garage](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-garagiste-v2.pdf)"



 Fiche "[Travail dans la collecte des ordures ménagères (OM)](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_collecte_ordures_menageres_n.pdf) "



 Fiche "[Travail sur un chantier de jardins espaces verts](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-espaces_verts.pdf)"



**Affiches pour le public de la fédération du commerce de la grande distribution** :

<http://www.fcd.fr/qui-sommes-nous/actualites-de-la-fcd/detail/covid-19-un-guide-de-la-grande-distribution-ete-realisee-sur-les-bonnes-pratiques-mettre-en-oeuvre-e/>

**Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d’épidémie de coronavirus COVID-19**

<https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19>

**Bonnes pratiques à destination des employeurs et salariés des entreprises de transport de fonds et traitement de valeurs pour prévenir la propagation du COVID 19**

<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_guide_bonnes_pratiques_transport_de_fonds.pdf>

**Guide Plan continuité activité - Entreprise et industrie de la filière bois**

<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_plan_de_continuite_activite_filiere_bois_covid19.pdf>

**Secteur des services de l’automobile :** Délibération paritaire n° 4-20 relative a la position de la branche dans le cadre de la crise sanitaire liée à l’épidémie de COVID-19

<http://data.over-blog-kiwi.com/2/89/18/65/20200325/ob_a4fd21_de-libe-ration-paritaire-4-20-posi.pdf>

<http://data.over-blog-kiwi.com/2/89/18/65/20200325/ob_9d754b_branche-services-auto-communique-i.pdf>

**Interdiction des déménagements reportables :**

<https://mb.csdemenagement.fr/files/28757/2020.04.01%20JD-JBD%20T.%20GROS-C.%20DICOSTANZO.PDF>

**ARACT Normandie** : permanence téléphonique pour répondre aux questions des entreprises chaque jour de **14h30 à 16h30** au **07 71 58 56 63** ou au **06 72 32 79 09.**

<http://www.normandie.aract.fr/actualites/actualite-covid-19.html>

Contenu

[I. Procéder à l’évaluation du risque d’exposition au COVID-19 8](#_Toc37350734)

[**I-1** La méthode de suivi de la chaîne de transmission 8](#_Toc37350735)

[**I-2** Transcription, actualisation et consultations 9](#_Toc37350736)

[II. Planifier et mettre en œuvre des mesures de prévention 10](#_Toc37350737)

[**II-1** Respecter les mesures dites « barrière » nationales 10](#_Toc37350738)

[ZOOM sur les gestes barrières 11](#_Toc37350739)

[ZOOM sur d’autres recommandations nationales 11](#_Toc37350740)

[**II-2** En priorité : supprimer ou réduire le risque à la source : agir sur le « réservoir » 12](#_Toc37350741)

[ZOOM sur l’évaluation et la prévention des risques du télétravail (INRS) 13](#_Toc37350742)

[**II-3** Réorganiser pour supprimer ou réduire les situations d’exposition identifiées résiduelles 14](#_Toc37350743)

[Mesures de distanciation entre les personnes : 14](#_Toc37350744)

[ZOOM sur l’aération des locaux : 15](#_Toc37350745)

[Mesures pour éviter de contaminer les objets et les surfaces 16](#_Toc37350746)

[ZOOM sur le lavage de mains : 17](#_Toc37350747)

[Mesures pour éviter le contact avec des objets et surfaces potentiellement contaminés 18](#_Toc37350748)

[ZOOM sur le nettoyage des surfaces (matériels, linges de travail, locaux…) : 19](#_Toc37350749)

[**II-4** Des actions de protection collective 21](#_Toc37350750)

[**II-5** En dernier recours, des équipements de protection individuelle (EPI) 21](#_Toc37350751)

[ZOOM sur les gants et les masques (source : OMS) 23](#_Toc37350752)

[**II-6** Organiser la collecte et le traitement des déchets en sécurité 24](#_Toc37350753)

[**II-7** En parallèle, des mesures concernant certaines personnes 24](#_Toc37350754)

[**PERSONNEL FAISANT L’OBJET DE MESURES SPECIFIQUES DANS LE CADRE DE L’EVALUATION DES RISQUES DE L’EMPLOYEUR** 24](#_Toc37350755)

[*Conduite à tenir suite à l’information d’un cas de COVID-19 parmi le personnel 25*](#_Toc37350756)

[*Conduite à tenir suite à l’information qu’un salarié présente des symptômes 25*](#_Toc37350757)

[ZOOM sur la prise de température 26](#_Toc37350758)

[**ARRET DE TRAVAIL CLASSIQUE POUR COVID AVERE** 27](#_Toc37350759)

[*Conditions 27*](#_Toc37350760)

[*Procédure 27*](#_Toc37350761)

[*Délai de carence 27*](#_Toc37350762)

[*Complément employeur 27*](#_Toc37350763)

[**ARRET DE TRAVAIL DEROGATOIRE POUR MESURE D’ISOLEMENT, D’EVICTION OU DE MAINTIEN A DOMICILE DU SALARIE** 27](#_Toc37350764)

[*Qui est concerné ? 28*](#_Toc37350765)

[*Conditions 29*](#_Toc37350766)

[*Complément employeur 29*](#_Toc37350767)

[*Durée de l’arrêt 29*](#_Toc37350768)

[*Procédure spécifique 29*](#_Toc37350769)

[*En cas de chômage partiel ou d'activité interrompue 30*](#_Toc37350770)

[**ARRET DE TRAVAIL DEROGATOIRE POUR GARDE D’ENFANTS** 30](#_Toc37350771)

[*Conditions 30*](#_Toc37350772)

[*Complément employeur 31*](#_Toc37350773)

[*Durée de l’arrêt 31*](#_Toc37350774)

[*Procédure spécifique 31*](#_Toc37350775)

[III. L’évaluation et la prévention des risques psycho-sociaux 32](#_Toc37350776)

[IV. Mise en œuvre des mesures de prévention 32](#_Toc37350777)

[Comment contacter l’inspection du travail ? 33](#_Toc37350778)

[**Par régions :** 34](#_Toc37350779)

[**AUVERGNE-RHÔNE-ALPES** 34](#_Toc37350780)

[**BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ** 34](#_Toc37350781)

[**BRETAGNE** 34](#_Toc37350782)

[**CENTRE-VAL-DE-LOIRE** 34](#_Toc37350783)

[**CORSE** 34](#_Toc37350784)

[**HAUTS-DE-FRANCE** 34](#_Toc37350785)

[**ILE-DE-FRANCE** 35](#_Toc37350786)

[**GRAND-EST** 35](#_Toc37350787)

[**GUADELOUPE** 35](#_Toc37350788)

[**GUYANE** 35](#_Toc37350789)

[**MARTINIQUE** 35](#_Toc37350790)

[**MAYOTTE** 36](#_Toc37350791)

[**NORMANDIE** 36](#_Toc37350792)

[**NOUVELLE-AQUITAINE** 36](#_Toc37350793)

[**OCCITANIE** 36](#_Toc37350794)

[**PACA** 36](#_Toc37350795)

[**PAYS DE LA LOIRE** 36](#_Toc37350796)

[**RÉUNION** 36](#_Toc37350797)

[Textes 37](#_Toc37350798)

[**Deux lois d’urgence** 37](#_Toc37350799)

[**Les ordonnances** 37](#_Toc37350800)

[**Circulaires et instructions** 37](#_Toc37350801)

[**Questions-Réponses** 38](#_Toc37350802)

[**Journal Officiel** 38](#_Toc37350803)

[**JO 09/04/20** 38](#_Toc37350804)

[**JO 08/04/20** 39](#_Toc37350805)

[**JO 07/04/20** 39](#_Toc37350806)

[**JO 06/04/20** 39](#_Toc37350807)

[**JO 05/04/20** 39](#_Toc37350808)

[**JO 04/04/20** 39](#_Toc37350809)

[**JO 03/04/20** 39](#_Toc37350810)

[**JO 02/04/20** 39](#_Toc37350811)

[**JO 01/04/20** 40](#_Toc37350812)

[**JO 30/03/20** 40](#_Toc37350813)

[**JO 29/03/20** 40](#_Toc37350814)

[**JO 28/03/20** 40](#_Toc37350815)

[**JO 27/03/20** 41](#_Toc37350816)

[**JO 26/03/20** 41](#_Toc37350817)

[**JO 25/03/20** 42](#_Toc37350818)

[**JO 24/03/20** 42](#_Toc37350819)

[**JO 22/03/20** 42](#_Toc37350820)

[**JO 21/03/20** 42](#_Toc37350821)

[**JO 20/03/20** 43](#_Toc37350822)

[**JO 19/03/20** 43](#_Toc37350823)

[**JO 18/03/20** 43](#_Toc37350824)

[**JO 17 /03/20** 43](#_Toc37350825)

[**JO 14/03/20 au 16/03/20** 43](#_Toc37350826)

# I. Procéder à l’évaluation du risque d’exposition au COVID-19

En application de l’article L. 4121-3, il doit procéder à une évaluation générale et a priori des risques pesant sur la santé et la sécurité des travailleurs. Cette évaluation, actualisée, s’effectue par unité de travail, en vue de déterminer les mesures de prévention appropriées.

## I-1 La méthode de suivi de la chaîne de transmission

L’évaluation du risque biologique doit suivre la chaîne de transmission (INRS et OMS au 22 mars) :

* **Les « réservoirs »** de virus dont il faut identifier la présence dans les situations de travail.

🡲 *COVID-19* : les **personnes porteuses du virus**. Dans une logique de prévention, **en l’absence de test de dépistage négatif, toute personne** est à regarder comme un réservoir potentiel, car beaucoup de personnes atteintes ne présentent que des symptômes discrets voire imperceptibles, particulièrement aux premiers stades de la maladie : salariés, public, clients, intérimaires, sous-traitants…),

* **Le mode de transmission** du virus qui permet d’identifier les situations d’exposition possible des travailleurs aux réservoirs identifiés en analysant les tâches et les procédés de travail pour chaque catégorie de postes (pour une analyse du travail réel, la seule efficace, il paraît impératif d’associer les travailleurs concernés)

🡲 *COVID-19* : **inhalation ou ingestion** **des** **gouttelettes respiratoires expulsées par le nez ou par la bouche d’une personne porteuse du virus** (en revanche, les études menées à ce jour semblent indiquer que le virus n’est pas principalement transmissible par voie aérienne), donc toute tâche impliquant :

* + La **présence d’une personne, même à distance**, lorsque cette personne tousse ou éternue, voire parle, par inhalation ou ingestion directe des gouttelettes (la distance minimale a été fixée à 1 mètre par les pouvoirs publics ; toutefois, c’est une distance indicative qui n’implique pas une garantie d’absence d’exposition)
  + Le **contact avec une personne**, si on se touche ensuite les yeux, le nez ou la bouche (inhalation ou ingestion indirecte)
  + Le **contact avec des objets ou surfaces** sur lesquels se retrouvent ces gouttelettes expulsées ou déposées par une personne et si on se touche ensuite les yeux, le nez ou la bouche (inhalation ou ingestion indirecte)
    - **ATTENTION à l’aérosolisation**, c’est-à-dire la (re)mise en suspension de particules susceptible de provoquer leur inhalation (par exemple : passer l’aspirateur sur un sol contaminé, passer des mains contaminées sous un séchoir à mains…)

**ATTENTION** : se toucher les yeux, le nez ou la bouche est très fréquent et souvent inconscient.

* **L’hôte potentiel**, c’est-à-dire identifier des situations concernant le travailleur qui appellent des mesures particulières :
  + En fonction du risque que l’exposition entraîne l’apparition de la maladie, qui dépend aussi de **l’état immunitaire** de la personne, d’éventuels **antécédents** ou de la situation de **grossesse**

**ATTENTION** : l’employeur doit respecter la vie privée des travailleurs et ne peut pas exiger des informations précises sur l’état de santé. Il devra en revanche fournir les informations nécessaires aux travailleurs afin que ceux-ci se rapprochent de leur médecin de ville ou du médecin du travail.

🡲 COVID-19 : liste des situations de fragilité publiée par le ministère de la snaté

<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/article/coronavirus-qui-sont-les-personnes-fragiles>

* + En fonction du risque que le travailleur fait courir pour les autres (déplacement dans un pays ou département à risque, symptômes analogues mêmes bénins, contact avec une personne malade…)

🡲 Rappel des symptômes : selon l’OMS, « *Les symptômes* ***les plus courants*** *de la COVID-19 sont la* ***fièvre, la fatigue et une toux sèche****.*

*Certains patients présentent des douleurs, une congestion nasale, un écoulement nasal, des maux de gorge ou une diarrhée.*

***Ces symptômes sont généralement bénins et apparaissent de manière progressive****.*

***Certaines personnes, bien qu’infectées, ne présentent aucun symptôme et se sentent bien****.*

*La plupart (environ 80 %) des personnes guérissent sans avoir besoin de traitement particulier.*

*Environ une personne sur six contractant la maladie présente des symptômes plus graves, notamment une dyspnée* [difficulté de respiration].

*Les personnes âgées et celles qui ont d’autres problèmes de santé (hypertension artérielle, problèmes cardiaques ou diabète) ont plus de risques de présenter des symptômes graves.* »

\*

La mesure de la fréquence de l’exposition et la gravité des risques dans l’évaluation des risques permettra de hiérarchiser un ordre de priorité des mesures lorsqu’elles ne peuvent pas toutes être immédiatement mises en place. En revanche, des mesures doivent bien être planifiées pour chaque situation indépendamment de la fréquence d’exposition ou de la gravité du risque.

## I-2 Transcription, actualisation et consultations

Les articles R. 4121-1 et suivants ajoutent l’obligation de **transcrire et de mettre à jour les résultats de cette évaluation des risques professionnels dans le DUER**.

Une nouvelle **actualisation s’impose notamment dès lors qu’une donnée supplémentaire concernant l’évaluation du risque est recueillie**. Cela permet d’adapter les mesures de prévention pour tenir compte du changement de circonstances et renforcer le niveau de sécurité des travailleurs.

**L’employeur consulte les instances représentatives du personnel** sur l’ensemble des mesures internes à l’entreprise qu’il prévoit de prendre.

# II. Planifier et mettre en œuvre des mesures de prévention

**La prévention du risque biologique** consiste, en fonction du travail d’évaluation, à planifier et mettre en œuvre des mesures ayant pour objectif de rompre la chaîne de transmission.

## II-1 Respecter les mesures dites « barrière » nationales

Les mesures issues d’une évaluation particulière doivent *a minima* reprendre les recommandations nationales évitant la propagation du virus : **règles de distanciation, gestes barrière et mesures d’hygiène recommandées par les pouvoirs publics**

A ce jour, **le texte de référence est le** [**décret n° 2020-293 du 23 mars 2020**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3E8AB31C090C8ECE2ABB5FC90503C230.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041746694&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041746295)(qui reprend largement les anciennes dispositions de l’arrêté de référence du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19) :

Il indique notamment les règles de déplacement (article 3 et suivants), les interdictions de rassemblement (article 7), les établissements obligatoirement fermés au public et les activités justifiant le maintien de l’accueil du public (articles 8), ainsi que les mesures particulières à appliquer dans certains secteurs :

• les établissements d’accueil des enfants et les établissements d’enseignement scolaire et supérieur, de formation professionnelle, les concours et examens (article 9)

• les transports de personne et de marchandise (y compris pour le déchargement dans les entreprises livrées), etc. (article 6)

Il réglemente également les prix du produit hydro-alcoolique (article 11) et prévoit les cas de réquisition des masques de protection (article 12 et suivants).

Il est complété par [**l'arrêté du 23 mars 2020**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746744&fastPos=1&fastReqId=107943930&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte)prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

L’article 2 de ce décret prévoit : « *Afin de ralentir la propagation du virus,* ***les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières », définies au niveau national****, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance. Les rassemblements, réunions, activités, accueils et déplacements ainsi que l'usage des moyens de transports qui ne sont pas interdits en vertu du présent décret* ***sont organisés en veillant au strict respect de ces mesures***. »

Toute activité non interdite, telles que les activités économiques et professionnelles ont donc l’obligation légale de respecter, strictement, les mesures barrières telles que définies au niveau national et qui comprennent toutes les mesures d’hygiène et de distanciation sociale.

**C’est une obligation générale, minimale (la situation de chaque entreprise, poste peut nécessiter d’autres mesures, en plus) et qui ne souffre d’aucune exception ni aménagement**.

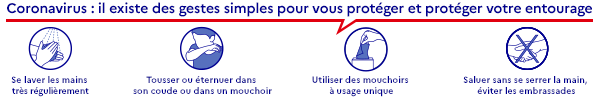
L'article L. 3136-1 du code de la santé publique modifié par la loi du 23 mars 2020 sur l’état d’urgence **puni le non-respect des interdictions ou obligations** édictées par décret du premier ministre, des arrêtés du ministre de la santé ou des arrêtés préfectoraux locaux pris dans ce cadre de :

* l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe (135 €)
* de cinquième classe (1 500 euros) en cas de récidive dans les 15 jours
* de 6 mois d’emprisonnement et d’une amende de 3 750 € ainsi outre des peines complémentaires (travail d’intérêt général, suspension de permis jusqu’à 3 ans au plus) en cas de multi-récidive de plus de 3 reprises dans un délai de 30 jours.

L’organisation des conditions de travail est concernée par ces sanctions pénales en cas de non-respect de l’article 2 du décret du premier ministre qui pose l’obligation d’organiser les rassemblements, réunions, activités, accueils, déplacements y compris l'usage des moyens de transports qui ne sont pas interdits en veillant au strict respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières » telles que définies au niveau national.

**ZOOM sur les gestes barrières**

ATTENTION Les gestes barrières ne sont pas les seules recommandations d’hygiène et de distanciation à mettre en place !



*Sensibiliser aussi les salariés à la nécessité d’éviter de* ***se toucher le visage*** *et indiquer de bonnes pratiques pour éviter ce geste inconscient (environ 20 fois par heure…), par exemple : s’attacher les cheveux, etc.*

**ZOOM sur d’autres recommandations nationales**

De plus en plus et au fur et à mesure sont diffusées des recommandations nationales pour les employeurs, et spécifiques à certains secteurs. Ces mesures doivent également être respectées/

**Brochure générale Ministère du travail :**

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid19-quelles-mesures-l-employeur-doit-il-prendre-pour-proteger>

**Agriculture, élevage et agroalimentaire**

- Fiche "[Activités agricoles](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-agriculture.pdf)"

- Fiche "[Travail saisonnier](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_saisonnier.pdf)"

- Fiche "[Travail filière cheval](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-filiere_cheval.pdf)"

- Fiche "[Travail dans l’élevage](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-elevage.pdf)"

- Fiche "[Travail en abattoir](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_abattoir.pdf)"

**Commerce de détail, restauration, hôtellerie**

- Fiche "[Travail en caisse](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_caissier-iere_v2.pdf)"

- Fiche "[Travail dans un commerce de détail](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-commercedetail.pdf)"

- Fiche "[Travail en boulangerie](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-boulangerie.pdf)"

- Fiche "[Travail dans la restauration collective ou la vente à emporter](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_restauration_collective_vente_emporter.pdf)"

- Fiche "[Travail dans l’hôtellerie - femme et valet de chambre](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_femme_de_chambre.pdf) "

**Autres services**

- Fiche "[Chauffeur Livreur](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-chauffeur-livreur_v2.pdf)"

- Fiche "[Agent de sécurité](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_agent_securite.pdf)"

- Fiche "[Travail dans le dépannage - Intervention à domicile](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_de_pannage.pdf)"

- Fiche "[Plombier - Installateur sanitaire](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_installateur_sanitaire.pdf)"

- Fiche "[Travail dans la blanchisserie industrielle](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-blanchisserie_v2.pdf)"

- Fiche "[Travail dans un garage](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-garagiste-v2.pdf)"

- Fiche "[Travail dans la collecte des ordures ménagères (OM)](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_collecte_ordures_menageres_n.pdf) "

- Fiche "[Travail sur un chantier de jardins espaces verts](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-espaces_verts.pdf)"

**Affiches pour le public de la fédération du commerce de la grande distribution** :

<http://www.fcd.fr/qui-sommes-nous/actualites-de-la-fcd/detail/covid-19-un-guide-de-la-grande-distribution-ete-realisee-sur-les-bonnes-pratiques-mettre-en-oeuvre-e/>

**Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d’épidémie de coronavirus COVID-19**

<https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19>

**Bonnes pratiques à destination des employeurs et salariés des entreprises de transport de fonds et traitement de valeurs pour prévenir la propagation du COVID 19**

<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_guide_bonnes_pratiques_transport_de_fonds.pdf>

**Guide Plan continuité activité - Entreprise et industrie de la filière bois**

<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_plan_de_continuite_activite_filiere_bois_covid19.pdf>

**Secteur des services de l’automobile :** Délibération paritaire n° 4-20 relative a la position de la branche dans le cadre de la crise sanitaire liée à l’épidémie de COVID-19

<http://data.over-blog-kiwi.com/2/89/18/65/20200325/ob_a4fd21_de-libe-ration-paritaire-4-20-posi.pdf>

<http://data.over-blog-kiwi.com/2/89/18/65/20200325/ob_9d754b_branche-services-auto-communique-i.pdf>

## II-2 En priorité : supprimer ou réduire le risque à la source : agir sur le « réservoir »

Les mesures de prévention doivent en priorité agir sur le réservoir (suppression ou réduction du risque à la source)

🡲 *COVID-19* : **limiter la présence humaine**

• **Limiter la présence du personnel** (effectif présent sur place réduit au strict minimum)

**RAPPEL** : pour tous les postes pour lesquels le télétravail est possible, il doit être la règle, y compris en procédant aux aménagements nécessaires des postes et tâches.

<https://travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/la-vie-du-contrat-de-travail/article/teletravail-mode-d-emploi>

🕮 Fiche DIRECCTE Normandie

**PANDÉMIE CORONAVIRUS - ORGANISER LA VIE DE L’ENTREPRISE**

**Accompagner les responsables de TPE dans l’élaboration du plan de continuité d’activité**

🡲 Analyser les missions nécessaires à la continuité de l’entreprise et identifier :

- les fonctions de l’entreprise devant être maintenues en priorité (tâches de production, de service ou administratives telles que paye des salariés, règlement des factures, suivi des effectifs…),

- celles pouvant être effectuées à distance,

- et celles pouvant être interrompues durant la crise

🡲 Déterminer les effectifs strictement nécessaires à la continuité de l’entreprise :

- Identifier les compétences et postes de travail nécessaires à la production minimale et au maintien en état des installations ;

- Recenser les coordonnées et les moyens de transport des salariés ;

- Envisager la modification des plages d’ouverture ou d’activités pour s’adapter à un taux d’absentéisme élevé (tenir compte des contraintes liées au port du masque, limiter la concentration des personnes…) ;

- Recourir si nécessaire à du personnel extérieur (intérimaires, prêt de main d’œuvre entre entreprises, retraités…) ;

- Envisager le télétravail.

🡲 Se réorganiser pour produire :

- Privilégier le télétravail et en cas d’impossibilité réorganiser le travail (limiter les réunions et déplacements, aménager les horaires de travail et identifier leur impact sur les livraisons, expéditions et accueil, informer en interne et en externe de ces aménagements d’horaires…)

- Contacter les fournisseurs, prestataires, clients…afin de savoir comment ils ont eux-mêmes prévus le maintien de leur activité ;

- Repérer des fournisseurs pouvant remplacer les fournisseurs habituels défaillants.

**ZOOM** sur l’évaluation et la prévention des risques du télétravail (INRS)

La page de l’INRS : <http://www.inrs.fr/risques/teletravail-situation-exceptionnelle/ce-qu-il-faut-retenir.html>

Un guide de la CARSAT Picardie sur la question :

<https://www.carsat-nordpicardie.fr/images/stories/GRP/mp%20teletravail.pdf>

Le télétravail dans un environnement de travail à domicile présente des risques : pas d'espace dédié au domicile, bureau  inadapté au travail informatique, non-conformité éventuelle du matériel informatique,  nécessité de gérer l'autonomie et l'organisation personnelle du travail, de gérer l'organisation du temps et la charge de travail, non maitrise des différents outils informatiques et de communication, difficultés à établir des limites nettes entre les sphères professionnelle et privée notamment en raison de la présence des enfants au domicile par fermeture des écoles, isolement du salarié au domicile et limitation des interactions sociales qui peuvent être à l'origine de stress ou encore de la pratique de conduites inadaptées comme les addictions par exemple.

L’employeur conserve la responsabilité de protéger les salariés, en organisant le cadre du télétravail et en les informant des mesures à adopter, notamment :

* Définir, dans la mesure du possible, un espace de travail dédié (au mieux dans une pièce isolée) afin de ne pas être dérangé.
* D’aménager son poste de travail de manière à être bien installé, de suivre les préconisations du [**travail sur écran**](http://www.inrs.fr/risques/travail-ecran/prevention-risques.html)).
* D'organiser leur travail pour conserver un rythme de travail journalier et de garder du lien social, même à distance :

- Fixer les horaires de début et fin de travail, de déjeuner et de pauses régulières (cinq minutes toutes les heures pour le repos visuel)

- S’octroyer des afin de réaliser des pauses visuelles et d'éviter de maintenir une posture assise trop longtemps

- Anticiper et planifier la charge de travail sur la semaine selon les priorités et le temps nécessaire, avec des points réguliers avec l’encadrement pour aider à la gestion des priorités du travail.

- Mettre à disposition des outils de communication à distance et un support d’aide à leur utilisation : mails, tchats, documents partagés, visioconférence, outils de travail collaboratif, agenda partage.

- Garder le contact (réunions téléphoniques, visioconférence, points réguliers…)

Il est important de.

🡲 Il est également nécessaire de participer à l’effort national global et de **permettre aux salariés de respecter les mesures édictées par les pouvoirs publics à l’égard de l’ensemble de la population, en particulier la limitation des déplacements** (article 3 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 applicable jusqu’au 31 mars et éventuelles restrictions préfectorales locales). Les déplacements non indispensables doivent être annulés ou reportés.

**Le trajet entre le domicile et le lieu de travail** peut générer des accidents que l'employeur doit déclarer et dont il doit tenir compte. Dans la situation actuelle, la contamination lors de l'utilisation des transports en commun doit être envisagée et des mesures prises (ex. : arrivées espacées des travailleurs pendant des périodes de faible affluence, privilégier le maintien en poste des travailleurs habitant à proximité, utilisation de moyens de transport moins risqués s'ils existent).

**L’employeur doit délivrer les attestations nécessaires**, y compris pour les représentants du personnel dès lors que le maintien d’une activité de travail en présentiel justifie en elle-même que soit garantie leur liberté de circulation dans les lieux où s’exerce le travail (article L. 2315-14 du code du travail).

<https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/L-actu-du-Ministere/Attestation-de-deplacement-derogatoire-et-justificatif-de-deplacement-professionnel>

• **Limiter la présence du nombre de clients, d’intervenants extérieurs**…

## II-3 Réorganiser pour supprimer ou réduire les situations d’exposition identifiées résiduelles

Une fois la présence humaine limitée au maximum, s’il l’ensemble des situations d’exposition n’ont pas été éliminées, il faut agir sur ces situations résiduelles pour les supprimer ou, à défaut, les réduire en remplaçant des situations dangereuses par ce qui n’est pas dangereux ou moins dangereux :

* supprimer ou réduire, temporairement, des tâches non essentielles exposant les salariés
* à défaut, prendre des mesures de modification des locaux, de l’aménagement des postes et locaux, des procédés et équipements de travail habituels, etc. dans le sens de supprimer ou réduire les situations d’exposition

**ATTENTION** : pour chaque mesure, il faut s’intéresser concrètement à tout ce qu’elle implique et prendre les mesures subsidiaires adaptées. Par exemple, placer les personnes en télétravail nécessite de s’intéresser aux moyens du télétravail, qui peut avoir un impact sur les conditions de travail des services informatiques ; organiser le nettoyage implique de prévoir les produits, les équipements et les modes opératoires des personnes qui en sont chargées, et de les protéger également des risques des produits utilisés ; la mise à disposition des matériels d’hygiène ou de protection jetables implique de s’intéresser à leur élimination ; etc.

**Une attention particulière doit être portée aux interventions des prestataires** dans l’établissement et réciproquement aux interventions des salariés chez des clients. Les entreprises doivent se coordonner pour évaluer ensemble les risques et organiser la prévention (plan de prévention ou protocole de sécurité) et se transmettre les informations nécessaires.

***Exemples de mesures pour le COVID-19 :***

* **Mesures de distanciation entre les personnes** :

➊ Limiter les regroupements de personnes en fonction de la taille et de la configuration des locaux ou de tel espace.

**Le repère fixé par les pouvoirs publics est une distance d’un mètre. C’est un repère purement indicatif**, par exemple :

* l’institut pasteur considère dans sa brochure que la distance de projection des gouttelettes serait plutôt de **1,5 à 2 mètres** ;
* l’avis d’expert publié par Santé Publique France en mai 2019 sur les pandémies grippales indique que la transmission viales gouttelettes émises lors de la toux se fait dans un rayon d’action de **2 mètres-2,50 mètres environ** ;
* un article publié le 26 mars 2020 par la chercheuse Lydia Bourouiba indique que *« les gouttelettes de toutes tailles peuvent voyager* ***de 7 à 8 m****».*

🡲 **RAPPEL : en tout état de cause, tout rassemblement, réunion ou activité mettant en présence de manière simultanée plus de 100 personnes en milieu clos ou ouvert, est interdit** sauf rassemblements, réunions ou activités indispensables à la continuité de la vie de la Nation éventuellement maintenus à titre dérogatoire par le représentant de l’Etat dans le département (article 7 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 applicable jusqu’au 15 avril).

* limiter le nombre de personnes présentes simultanément sur le lieu de travail ou dans un même local (horaires décalés…), notamment de restauration (élargissement de la plage d’ouverture et organisation de roulements de convives)
* privilégier les bureaux individuels en répartissant les salariés présents
* réorganiser les espaces partagés : open space, entrepôt, chaînes de production, etc. (espacer les postes), salles de restauration, de pause, vestiaires (espacer les tables et chaises)
* affichage du nombre de personnes maximum sur la porte de chaque salle
* limiter au strict nécessaire les réunions (la plupart peuvent être organisées à distance, les autres doivent être organisées dans le respect des règles de distanciation),
* éviter les situations d’attente (files d’attente, badgeuses, etc.) des salariés ou du public (modifications d’horaires, plan de circulation, etc.) et, à défaut, faire respecter les distances (matérialisation par du scotch au sol ou de la rubalise, information par affichages, messages sonores, surveillance humaine, règles et procédures d’expulsion du public en cas de non-respect)

➋ Proscrire tout contact physique direct entre personnes

**ATTENTION aux contacts accidentels** : organiser les moyens de les éviter soient évités (par exemple : éviter de se transmettre des objets ou documents « de la main à la main » en prenant l’habitude de déposer l’objet sur une surface où le destinataire peut le récupérer).

➌ Eviter les activités mettant en présence plusieurs personnes de manière rapprochée ou prolongée :

* limiter les contacts avec le public :
  + redirection au maximum vers des dispositifs automatisés ou dématérialisés, mise à disposition de supports d’aide aux utilisateurs
  + sur place, en installant en interphone ou en organisant dans l’entreprise une pièce dédiée au public équipée d’un téléphone pour contacter le travailleur installé dans une autre pièce, voire d’un ordinateur et d’un scanner pour la transmission électronique de documents
* favoriser la communication entre collègues et avec le public par courrier électronique, téléphone, audioconférence ou visioconférence
* simplifier les tâches ou procédures pour limiter la durée de contact entre personnes
* réorganiser les déplacements du personnel et du public dans les locaux : restrictions d’accès à certaines zones, modifications des plans de circulation

**ZOOM sur l’aération des locaux :**

Une bonne aération, au moins naturelle, des locaux est obligatoire et réglementée en tous temps (articles R. 4222-1 et suivants du code du travail).

Au regard du risque de contamination au COVID-19, l’INRS recommande également :

« *En complément des mesures organisationnelles visant à limiter les contacts et des mesures d’hygiène individuelle et bien que la transmission se fasse essentiellement par des gouttelettes contaminées émises par la personne infectée dans son environnement immédiat (environ 1 m), un certain nombre de mesures de prévention complémentaires pourraient éventuellement limiter la quantité de gouttelettes dans le milieu ambiant, telles que :*

* *En l’absence de ventilation mécanique, aération régulière des locaux par ouverture des fenêtres.*
* *Ne pas obstruer les entrées d’air, ni les bouches d’extraction*
* *Pour les bâtiments équipés d’un système de ventilation mécanique simple flux ou double flux, maintien de la ventilation et fermeture les portes.*
* *Dans le cas des bâtiments équipés d’une centrale de traitement d’air, maintien de l’apport d’air extérieur et arrêt si possible du recyclage.*

*Il convient de tester la faisabilité de ces mesures techniques en s'assurant qu'elles maintiennent des conditions de température et d’hygrométrie acceptables*. »

**ATTENTION à l’ouverture des fenêtres** : limiter le nombre de personnes manipulant les fenêtres et prévoir les mesures propres à éviter d’être contaminé par le contact avec un dispositif d’ouverture contaminé.

* **Mesures pour éviter de contaminer les objets et les surfaces**: il faut mettre à disposition et organiser les moyens de se laver les mains pour le personnel et toute personne présente, avec un produit, un mode opératoire et des protections appropriées et selon une fréquence à adapter à la situation d’exposition identifiée
* Lieux :
  + à l’entrée/sortie des locaux,
  + à l’intérieur des locaux de manière suffisamment proche pour éviter de contaminer les portes, rampes etc. en se dirigeant vers le point de lavage,
  + directement sur les postes de travail pour les situations d’exposition permanente notamment par contact avec des objets ou équipements potentiellement contaminés (par exemple aux postes de caisse dans les commerces, de déchargement des livraisons…)
  + pour les itinérants : organiser avec les commerces de proximité ouverts de la zone la possibilité pour son personnel d’accéder à une installation sanitaire
* Moyens : il faut un point d’**eau courante** (lavabo ou, à défaut, jerrican…), un distributeur de **savon liquide** (il est inutile, voire dangereux, de se laver les mains avec des produits détergents virucides : le savon est suffisant) et des **essuie-main jetables** (*surtout pas de séchoir à air pulsé susceptible de créer des projections, voire d’aérosoliser des particules contaminantes*)
  + installation sanitaire permanente
  + installation sanitaire temporaire (*ex : sas de désinfection à l’entrée-sortie*),
  + **à défaut**, produit hydro-alcoolique (attention à la pénurie et aux réquisitions).

**Quelle différence entre savon ou produit hydro-alcoolique ?**

« *Ce que fait le savon lorsque vous vous frottez les mains, c'est de libérer toutes les particules de saleté et de germes de la surface de la peau. Ils se lient à la mousse de savon, ainsi, quand vous rincez, tous ces germes et débris sont emportés.*

*Grâce à sa teneur en alcool comprise entre 60 et 95%, un gel hydro-alcoolique va tuer la plupart des bactéries présentes sur la peau, mais pas les éliminer puisqu’il n’y a pas de rinçage* ».

C’est pourquoi le lavage humide au savon doit être préféré. Le lavage au produit hydro-alcoolique peut servir de désinfection intermédiaire entre deux lavages humides lorsqu’il y a une nécessité de se laver fréquemment les mains ou qu’une situation d’exposition ponctuelle ne permet pas l’accès à une installation sanitaire.

Par ailleurs, utiliser un produit hydro-alcoolique sur des mains souillées risque de diminuer l’efficacité virucide de l’éthanol.

Source : interview d’un médecin généraliste

<https://www.santemagazine.fr/actualites/actualites-sante/lavage-des-mains-pourquoi-il-faut-preferer-le-savon-aux-gels-hydroalcooliques-427511>

Avis de l’AFSSAPS de 2009 (H1N1) :

<https://ansm.sante.fr/Mediatheque/Fichiers/Infos-de-securite/Communiques-de-presse/2009/Avis-de-l-Afssaps-relatif-a-l-utilisation-de-desinfectants-pour-les-mains-a-peau-saine-produits-hydro-alcooliques-PHA>

Recommandations de la Société Française d’Hygiène Hospitalière (SF2H)

<https://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/qualite-des-soins-et-pratiques/securite/mission-mains-propres-10472/article/la-place-de-l-hygiene-des-mains-et-des-produits-hydro-alcooliques-dans-la>

<https://sf2h.net/wp-content/uploads/2018/03/HY_XXVI_1_SF2H-1.pdf>

<https://sf2h.net/wp-content/uploads/2009/07/SF2H_recommandations_hygiene-des-mains-2009.pdf>

**ATTENTION : consulter la notice fabricant des savons et produits hydro-alcooliques** et vérifier que les salariés n’ont pas d’allergies, de blessures ou d’affections cutanées, etc. s’opposant à l’utilisation de produit hydro-alcoolique.

Pour les produits hydro-alcooliques, vérifier notamment sur les flacons de produit hydro-alcoolique qu’ils sont de **norme EN 14476** **= virucide**, qui tue les virus ET qu’ils contiennent 70 à 75% d’alcool (éthanol)

L’[arrêté du 3 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=6042726C6E4B1C3AD17D918BCB1D519F.tplgfr30s_3?cidTexte=JORFTEXT000041781759&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041781723) modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorise par dérogation certains produits hydro-alcooliques (Annexe).

**Préférer les produits sans parfum pour limiter le risque allergène.**

**Les détergents des savons et l’éthanol des produits hydro-alcoolique causent des dessèchements de la peau en cas d’usage dit « intensif »**, voire des irritations, car ils altèrent le film hydrolipidique de la peau. Certains contiennent un agent hydratant ou de la glycérine pour compenser cet effet. Il peut aussi être supprimé à la source par le port de gant (dans ce cas, ce sont les gants qu’on lave dans les mêmes conditions que les mains) ou l’usage de crèmes hydratantes.

Voir l’avis de l’AFSSAPS de 2011 (H1N1) :

<https://www.ansm.sante.fr/var/ansm_site/storage/original/application/3c6cccea290f8d00e649160cd5d4a9aa.pdf>

* + - **Dans tous les cas : s’assurer du bon approvisionnement permanent** (au poste et en stock)
* Moment/fréquence :
  + identifier pour chaque situation d’exposition la fréquence appropriée
    - sous la forme d’évènements : après s’être mouché, avoir éternué ou toussé, avant et après un passage par un environnement collectif, avant après avoir utilisé un équipement, un objet, une surface, réalisé telle ou telle tâche ou déplacement, repas…
    - et sous la forme d’une périodicité minimale à respecter à défaut (plusieurs fois par jour)
  + et s’assurer que les salariés peuvent effectivement quitter leur poste et/ou interrompre leur activité pour réaliser ces opérations, voire les déplacements, nécessaires au lavage de mains
* Méthode : il faut s’assurer que les salariés et le public savent comment réaliser un lavage de main approprié, ainsi que les règles à suivre pour ne pas contaminer les moyens de lavage (information, démonstration, affichage, surveillance du public)

**ZOOM sur le lavage de mains :**

Des affichettes et dépliants sont disponibles sur le site de l’INRS :

<http://www.inrs.fr/actualites/mesures-hygiene-lavage-mains.html>

Et sur le site de l’OMS : <https://www.who.int/gpsc/tools/Five_moments/fr/> (en français)

<https://www.who.int/gpsc/tools/GPSC1_localised_tools/en/> (différentes langues étrangères)

Et des consignes sur le site de l’UNICEF :

<https://www.unicef.org/fr/coronavirus/tout-savoir-sur-le-lavage-des-mains-pour-vous-proteger-de-la-maladie-a-coronavirus-covid-19>

• Mouiller (en l’absence de point d’eau, utiliser un jerrican d’eau)

• Appliquer, en faisant mousser, suffisamment de savon jusqu’à ce que les mains soient entièrement recouvertes (distributeur de savon liquide)

• Frotter au moins 20 ou 30 secondes selon les sources (*chanter le refrain de la chanson “Joyeux anniversaire” deux fois, ou réciter l’alphabet*)

• Nettoyer le dos des mains, la paume, entre les doigts, le pouce et les ongles (en les frottant dans la paume de l’autre main)

• Rincer abondamment car le virus est lié aux résidus de savon qu’il faut donc éliminer entièrement

• ATTENTION : la commande d’ouverture/fermeture de l’eau est aussi touchée avant lavage de mains (ouverture) donc potentiellement souillée. Après lavage (fermeture), manipuler avec un essuie-main à usage unique

• Bien sécher, avec des essuie-mains à usage unique,car l’humidité résiduelle favoriserait la transmission du virus

Produit hydro-alcoolique :

• Déposer dans le creux de la main

• Frotter largement paume contre paume

• Frotter l’un après l’autre le dos de chaque main

• Frotter entre les doigts

• Frotter le dos des doigts contre la paume de l’autre main

• Frotter les pouces dans le creux de l’autre main

• Insister sur le bout des doigts et les ongles

• Terminer par les poignets

• Frotter jusqu’au séchage des mains (20-30 secondes : *chanter le refrain de la chanson “Joyeux anniversaire” deux fois, ou réciter l’alphabet*)

• Ne pas rincer ni essuyer

**Veiller à organiser le nettoyage approprié et complet des installations sanitaires** (surfaces, robinets, distributeurs, interrupteurs, poignées de portes et portes, etc.)

* **Mesures pour éviter le contact avec des objets et surfaces potentiellement contaminés**

**RAPPEL :** d’après l’état des connaissances, le contact avec la peau n’est pas en soi un vecteur de contamination. Il faut inhaler ou ingérer le virus. L’attention apportée à l’absence de contamination des mains, par l’intermédiaire de contacts avec des objets ou surfaces contaminés par quelqu’un d’autre, s’explique par la propension de l’homme à porter ses mains au visage, et ainsi provoquer l’inhalation ou l’ingestion du virus déposé sur les mains.

Il faut donc en complément rappeler au personnel et au public l’importance d’éviter de se toucher le visage.

* réorganiser les tâches pour toucher le moins de surfaces et objets possibles
* réorganiser les déplacements pour limiter le contact avec des surfaces (laisser les portes ouvertes, privilégier le passage par des portes automatiques ou à ouverture par barre, etc.)
* éviter le partage de matériels
* éviter les postes de travail partagés
* ranger son matériel individuel hors de portée
* supprimer ou ranger tous les objets non indispensables tels que les objets de décoration, revues et les documents des aires d'attente ou des salles communes
* réorganiser les tâches pour éviter que les objets soient touchés par plusieurs personnes (salarié-salarié ou public-salarié)
* **organiser le nettoyage des objets, vêtements de travail et surfaces** avec un produit, un mode opératoire précis, des protections appropriées, un matériel et une fréquence à adapter à la situation d’exposition identifiée

**ZOOM sur le nettoyage des surfaces (matériels, linges de travail, locaux…) :**

Chaque fois que possible, l’utilisation de **matériels et vêtements à** **usage unique** comporte moins de risques.

A défaut, les tâches de nettoyage sont un moyen de protection du personnel et du public, et en même temps elles exposent le personnel qui en est chargé, qu’il s’agisse d’un personnel dédié ou pas, à un risque particulier de contamination qui doit être pris en compte par le mode opératoire.

L’évaluation des risques doit conduire à identifier **plusieurs modes opératoires de nettoyage** selon la surface, les moyens à mettre en œuvre et le personnel qui en est chargé, par exemple :

- nettoyage humide des locaux avec un bandeau humide et de la Javel (sols, portes, murs, surfaces vides…) par du personnel dédié (interne ou prestataire) une à deux fois par jour

- nettoyage au linge désinfectant de certains points de contact qui ne peuvent pas être lavés à grande eau et au bandeau (interrupteurs, robinets, rampes, poignées, casiers des vestiaires…), en même temps que le nettoyage des locaux (seul le matériel et la méthode changent)

- nettoyage au linge désinfectant du matériel d’utilisation courante d’usage individuel directement par son utilisateur en début et fin de poste (équipements de travail, plans de travail, outils bureautiques, outils portatifs…)

- nettoyage au linge désinfectant du matériel d’utilisation courante d’usage partagé directement par son utilisateur en début et fin d’utilisation (équipements de travail, plans de travail, outils bureautiques, outils portatifs, boutons de la machine à café, de la photocopieuse, des panneaux de commande des machines…)

- **collecte et au traitement des déchets contaminés**.

La protection pendant les opérations de nettoyage doit prendre en compte le risque de contamination au COVID-19 (notamment le nettoyage humide qui engendre des projections) ET aussi l’utilisation de **produits chimiques** dont il faut analyser les risques au regard de la notice fabricant (ou de la fiche de données de sécurité) puis les prévenir.

En termes d’**équipements individuels de protection**, répondent à ces risques :

- le port d’une blouse ou sur-blouse (jetable ou à nettoyer après usage à 60°pendant au moins 30 minutes),

- le port d’un masque anti-projections

- le port d’un de gants appropriés en fonction du produit utilisé ET retirés selon un mode opératoire précis : laver les gants à l’eau et au savon, [les retirer en sécurité sans contact entre la peau et l’extérieur du gant](http://www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%206168) puis se laver les mains dès le retrait des gants).

**Un mode opératoire doit** **prévoir de manière exhaustive tout ce qui est à nettoyer**, avec une attention particulière sur tous les « points de contact » (claviers d’ordinateur, postes téléphoniques, interrupteurs, clenches, poignées, boutons et barres d’ouverture de portes et fenêtres, portes et fenêtres, rampes d’escalier, digicodes, boutons de photocopieurs, d’ascenseurs, terminaux de paiement, écrans tactiles, comptoirs, boutons de chasse d’eau, robinets, etc.).

**Il doit prévoir la fréquence du nettoyage**:

- sous la forme d’évènements (ex : après chaque utilisation, chaque passage de client, lors de la rotation d’équipe, en début et fin de poste ou en début et fin d’utilisation…)

- et en tout état de cause d’une régularité minimale.

Selon l’OMS, *« En plus du nettoyage régulier, les surfaces qui sont fréquemment touchées avec les mains doivent être* ***nettoyées et désinfectées******deux fois par jour et lorsqu'elles sont visiblement souillées****. Il s'agit par exemple des poignées de porte, des boutons d'ascenseur, des interrupteurs d'éclairage, des poignées des toilettes, des comptoirs, des mains courantes, des surfaces d'écran tactile et des claviers »*.

**Il doit prévoir la méthode, le matériel de nettoyage et les produits de nettoyage** (ainsi que la manière de de garantir le bon approvisionnement permanent).

**SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS A RESPECTER**

Sources :

**Ministère du travail sur la procédure de nettoyage humide :**

<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_obligations_employeur.pdf> (page 3)

**OMS** :

<https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/advice-for-public/myth-busters>

**Institut Pasteur** :

<https://www.pasteur-lille.fr/fileadmin/user_upload/coronavirus_fiche_conseil.pdf>

INRS :

<http://www.inrs.fr/actualites/COVID-19-travail.html>

**Agence étasunienne pour l’environnement** :

[www.epa.gov/pesticide-registration/list-n-disinfectants-use-against-sars-cov-2](http://www.epa.gov/pesticide-registration/list-n-disinfectants-use-against-sars-cov-2)

**Institut national de Santé du Québec :** <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/nettoyage-surfaces>

• Porter des gants (attention aux produit de nettoyage nécessitant des gants spéciaux), voire, surtout en cas de nettoyage humide, une blouse ou sur-blouse. Préférer les équipements à usage unique ou organiser le nettoyage désinfectant nécessaire après chaque usage (linge : au moins 60° pendant 30 minutes).

• Aérer la pièce quand c’est possible et, surtout si le nettoyage répond à un risque de contamination particulier (ex : local et matériel d’une personne contaminée), attendre 3 heures AVANT toute opération de nettoyage (linge, objets, locaux…), pour permettre la sédimentation des particules aérosolisées (*et non, contrairement à une idée reçue, parce qu’en trois heures le virus aurait disparu : aucune étude certaine mais au regard des autres coronavirus, la durée de survie est de plusieurs heures à plusieurs jours, jusqu’à 9 jours selon l’Institut Pasteur*).

• Produits : un nettoyant normal (une première phase de nettoyage simple au détergent sert à améliorer l’efficacité virucide du produit désinfectant qui peut se trouver diminuée si la surface est sale).

+ un produit désinfectant efficace sur les coronavirus humains :

- **hypochlorite de sodium (eau de javel) de 0,1% à 0,5% dilué dans de l’eau froide**

- **62-71% d’éthanol (alcool modifié à 70)**

- **produits répondant à la norme EN 14476** **= virucide**, qui tue les virus (à vérifier et ne pas confondre avec EN 1275 = fongicide, qui tue les champignons ou EN 1040 = bactéricide, qui tue les bactéries. Le virucide est le plus fort, il est donc aussi fongicide et bactéricide mais l’inverse n’est pas vrai).

SUIVRE LES RECOMMANDATIONS DU PRODUIT : type de surfaces, concentration du produit et consignes de dilution (pour arriver à 0,5%, pas plus), temps de contact minimum du produit avec la surface…

ATTENTION : l’eau de javel comporte des risques pour le personnel de nettoyage au moment de la préparation et de l'utilisation, et plus généralement son effet virucide peut être sujet à des erreurs de dosage. Il existe aussi des produits détergent désinfectants, conformes à la norme EN 14476, qui comportent l’avantage d’être prêt à l’usage et dont la double action permettant la réalisation de la détergence et de la désinfection en une seule phase.

• Privilégier le nettoyage humide quand c’est possible :

**1.** nettoyer avec un bandeau de lavage à usage unique imprégné d’un produit détergent

**2.** rincer à l’eau du réseau d’eau potable avec un autre bandeau de lavage à usage unique

**3.** laisser le temps de sécher

**4.** désinfecter à l’eau de javel diluée avec un nouveau bandeau de lavage à usage unique

• Sinon, utiliser des lingettes imbibées de produit ou qu’on imbibe de produit

• Enlever ses équipements individuels (sans toucher l’extérieur avec ses mains), à jeter ou laver

• Se laver les mains

• Elimination des déchets de nettoyage potentiellement contaminés

*Ces recommandations du ministère du travail ont été modifiées le 2 avril mais la nouvelle rédaction est plus beaucoup plus confuse.*

## II-4 Des actions de protection collective

Si les mesures précédentes n’ont pas éliminé toute situation d’exposition, elles doivent être complétées par des **mesures de protection collective**, c’est-à-dire celles qui ne dépendent pas de leur bonne exécution par les travailleurs (respect des consignes, port ou utilisation effectifs des équipements mis à disposition) et sont pour cette raison plus efficaces.

🡲 *COVID-19 : par exemple*, installation de dispositifs de confinement tels que des cabines ou écrans en plexiglas placés à bonne hauteur et régulièrement désinfectés entre les personnes pour les postes impliquant un contact avec d’autres personnes

## II-5 En dernier recours, des équipements de protection individuelle (EPI)

**Les mesures d’hygiène respiratoire (*objectif : éviter de projeter des gouttelettes*)**  sont obligatoires et indispensables mais il faut garder en tête que, comme l’utilisation d’équipements de protection individuelle, elles dépendent de la bonne compréhension et la bonne exécution par les personnes, donc sont sujettes à aléa… le plan de prévention ne peut donc entièrement reposer sur ces mesures.

**🡲 RAPPEL :** Se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d’éternuement – jeter le mouchoir immédiatement après dans une poubelle fermée et se laver les mains

Il convient d’identifier précisément à quel risque ils répondent et de quelle manière ils constituent une protection appropriée contre ce risque.

Les équipements de protection individuelle ne doivent être préconisés que lorsqu’il est impossible de poursuivre le même objectif à l’aide de mesures de protection collective.

La mise à disposition d’EPI nécessite :

* De vérifier sur la notice du fabricant que l’EPI est approprié au risque identifié et à la situation de travail (inconfort, gêne, usage approprié incompatible avec la tâche…)
* De vérifier sa date de péremption
* De vérifier sur la notice du fabricant ses conditions d’utilisation, de renouvellement et d’élimination
* D’assurer l’information (a minima une consigne d’utilisation rédigée par l’employeur) et la formation pratique des travailleurs qui en seront équipés

🡲 *COVID-19 : par exemple*:

* **Mise à disposition de mouchoirs à usage unique *(objectif : éviter les contacts avec du linge contaminé)*** et prévoir les modalités de la collecte et du traitement de ces déchets.
* **Mise à disposition de sur-blouses à usage unique *(objectif : éviter les contacts avec des projections contaminées)*** notamment pour les opérations de nettoyage
* **Mise à disposition de sur-chaussures à usage unique *(objectif : éviter les contacts avec des projections contaminées)*** notamment pour les opérations de nettoyage
* **Mise à disposition de casques ou casquettes avec visière transparente ou de masques** **appropriés :**

Voir la page dédiée de l’INRS :

<http://www.inrs.fr/risques/biologiques/faq-masque-protection-respiratoire.html>

* + masques jetables à usage unique anti-projection (dits « masques chirurgicaux », norme EN 14683) -***objectif : éviter de projeter des gouttelettes vers l’entourage (principal) et éviter d’être contaminé par les gouttelettes d’autrui***
  + masques jetables à usage unique de protection individuelle respiratoire (norme NF EN 149 ; de type FFP2 ou FFP3, N95, N99, N100, P95, P99, P100, R95, R99, R100) -***objectif : éviter d’être contaminé par les gouttelettes d’autrui***

Le masque chirurgical est un dispositif médical qui peut être de Type I (efficacité de filtration bactérienne > 95 %), de Type II (efficacité de filtration bactérienne > 98 %) ou de Type IIR (efficacité de filtration bactérienne > 98 % et résistant aux éclaboussures).

Un masque FFP est un appareil de protection respiratoire qui apporte en plus une protection contre les particules en suspension dans l’air dans le cas d’agents biologiques se transmettant par voie aérienne (ce qui n’est a priori pas le cas du COVID-19). Il est réciproquement plus contraignant (inconfort thermique, résistance respiratoire). Il existe trois catégories de masques FFP, selon leur efficacité (estimée en fonction de l’efficacité du filtre et de la fuite au visage) : FFP1 (filtrant au moins 80 % des aérosols ; fuite totale vers l’intérieur < 22 %), FFP2 (filtrant au moins 94 % des aérosols ; fuite totale vers l’intérieur< 8 %) et FFP3 (filtrant au moins 99 % des aérosols ; fuite totale vers l’intérieur < 2 %).

Voir la fiche pratique : <http://www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%20146>

**ATTENTION** : L’OMS et les pouvoirs publics recommandent de faire un usage rationnel des masques afin d’éviter le gaspillage de ressources précieuses et l’utilisation abusive (voir le ZOOM).

Le port du masque est donc limité par les autorités, en dehors des professions prioritaires, que si on présente des symptômes de COVID-19 ou si on s’occupe de quelqu’un susceptible d’être atteint de la maladie.

Cette recommandation est conforme aux règles légales dans la mesure où les masques sont des EPI, qui ne doivent être préconisés comme mesure de protection que lorsqu’aucune autre mesure de réduction du risque à la source ou de protection collective n’est possible, en tenant compte s’agissant de cette pandémie des recommandations nationales obligatoires : se laver fréquemment les mains, de se couvrir la bouche avec le pli du coude ou avec un mouchoir et de se tenir à une distance d’au moins un mètre de toute personne qui tousse ou qui éternue.

**Cependant et *a contrario*,** l’usage du masque est fortement recommandé lorsque les mesures collectives et/ou de distanciation sociale ne sont pas possibles. Il devient alors le seul moyen de se protéger et de protéger les autres. Dans ce cas, le masque approprié n’est pas un masque chirurgical mais un masque filtrant (*a minima* FFP2).

* **Mise à disposition de gants *(objectif : éviter de contaminer des surfaces et objets avec des mains souillées)***

REMARQUE : **les gants peuvent aussi servir à protéger les mains**. En particulier, pour les salariés amenés à devoir se laver souvent les mains au produit hydro-alcoolique (postes exposés au public, à l’utilisation fréquente d’équipements partagés, touchant souvent des « points contact »)

**ZOOM sur les gants et les masques (source : OMS)**

***Les gants sont-ils utiles ?***

*Non. Les gants peuvent également servir de support au virus après souillage par des gouttelettes (les sécrétions respiratoires qu’on émet quand on tousse, éternue, ou discute), qui sont le moyen de transmission du coronavirus. Porter des gants est donc inutile, sauf dans des situations très spécifiques (personnels soignants réalisant des prélèvements ou gestes à risque). Ce sont les gestes barrières (se laver fréquemment les mains, tousser dans son coude, utiliser des mouchoirs à usage unique et les jeter après utilisation) et les mesures de distanciation sociale* »

**En clair : porter des gants ne dispense en aucun cas des mesures d’hygiène. Il faut se laver les mains, gantées ou non, et désinfecter les équipements touchés.**

L’INRS précise également : « *Si des gants sont utilisés pour éviter que les mains se contaminent au contact des surfaces il convient d’être particulièrement vigilant : les gants se trouvent alors potentiellement contaminés et il faut donc impérativement respecter les mesures suivantes :*

• *Ne pas se porter les mains gantées au visage.*

• *Oter ses gants : laver les gants à l’eau et au savon puis les retirer en faisant attention de ne pas toucher sa peau avec la partie extérieure du gant.*

Voir la plaquette « Retirer ses gants en sécurité » : <http://www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%206168>• *Jeter ses gants dans une poubelle après chaque utilisation.*

• *Se laver les mains ou réaliser une friction hydro-alcoolique après avoir ôté ses gants. »*

***Dois-je porter un masque pour me protéger ?***

<http://www.inrs.fr/risques/biologiques/faq-masque-protection-respiratoire.html>

Dans la crise actuelle, le gouvernement français comme l’OMS découragent plutôt le port systématique du masque, en particulier FFP2 (filtrant), ce qu’on peut mettre en lien avec la pénurie et la priorité donnée aux personnels soignants.

Cependant, d’autres points de vue institutionnels existent.

**Communiqué de l’Académie nationale de médecine du 2 avril 2020 :** pour la systématisation du port de masque « simple »

<http://www.academie-medecine.fr/wp-content/uploads/2020/04/20.4.2-Communiqué-Masques-grand-public.pdf>

« *En France, dans ce contexte, le port généralisé d’un masque par la population constituerait une addition logique aux mesures barrières actuellement en vigueur.*

*En situation de pénurie de masques et alors que la priorité d’attribution des masques FFP2 et des masques chirurgicaux acquis par l’État doit aller aux structures de santé (établissements de santé, établissements médico-sociaux, professionnels de santé du secteur libéral) et aux professionnels les plus exposés, l’Académie nationale de Médecine recommande que le port d’un masque « grand public », aussi dit « alternatif », soit rendu obligatoire pour les sorties nécessaires en période de confinement*. »

**Circulaire du Ministère du Travail du 3 juillet 2009 relative à la pandémie grippale** : *« La première recommandation d'ordre sanitaire a trait à l'utilisation d'équipements de protection individuelle de type masques FFP2, destinés à protéger les personnes qui les portent. »*

**OMS***: Il ne faut porter un masque que si on présente des symptômes de la COVID-19 (en particulier, la toux) ou si on s’occupe de quelqu’un susceptible d’être atteint de la maladie. Les masques jetables sont à usage unique. Si vous portez un masque alors que vous n’êtes pas malade ou que vous ne vous occupez pas de quelqu’un qui est malade, c’est du gaspillage. Comme il y a une pénurie mondiale de masques, l’OMS conseille de les utiliser avec parcimonie.*

*L’OMS recommande de faire un usage rationnel des masques médicaux afin d’éviter le gaspillage de ressources précieuses et l’utilisation abusive (voir Conseils relatifs au port du masque).*

*La meilleure façon de se protéger et de protéger les autres contre la COVID-19 est de se laver fréquemment les mains, de se couvrir la bouche avec le pli du coude ou avec un mouchoir et de se tenir à une distance d’au moins un mètre de toute personne qui tousse ou qui éternue. Pour plus d’informations, consulter les mesures de protection de base contre le nouveau coronavirus.*

**ATTENTION- L’article 12 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020** (comme avant lui le [décret n° 2020-247 du 13 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041721820&categorieLien=cid)) **autorise jusqu’au 31 mars la réquisition** des stocks de masques de protection respiratoire détenus ou produits par toute personne morale de droit public ou de droit privé (les entreprises) afin d'en assurer la disponibilité ainsi qu'un accès prioritaire aux professionnels de santé et aux patients et, concernant les masques anti-projections, des stocks uniquement des entreprises qui les fabriquent ou les distribuent. **Seuls les masques importés échappent à cette réquisition**, sous réserve d’une décision de réquisition partielle ou totale qui peut être prise par le ministre chargé de la santé au-delà d'un seuil de cinq millions d'unités par trimestre par personne morale (entreprise). L'article L. 3136-1 du code de la santé publique modifié par la loi du 23 mars 2020 sur l’état d’urgence puni le non-respect des réquisitions de six mois d'emprisonnement et de 10 000 € d'amende.

Tableau d’équivalence des normes pour les masques importés : [instruction du 6 avril 2020](https://portail.tessadoc.social.gouv.fr/userfiles/files/public/2020_57.pdf)

**Si des masques sont fournis il est indispensable d’organiser leur bonne utilisation, faute de quoi ils peuvent au contraire devenir des vecteurs de contamination.**

***Comment mettre, utiliser, enlever et éliminer un masque ?***

*1. Ne pas oublier que seuls les agents de santé, les personnes qui s’occupent de malades et les personnes qui présentent des symptômes respiratoires (fièvre et toux) doivent porter un masque.*

*2. Avant de mettre un masque, se laver les mains avec une solution hydro-alcoolique ou à l’eau et au savon.*

*3. Vérifier que le masque n’est ni déchiré ni troué.*

*4. Orienter le masque dans le bon sens (bande métallique vers le haut).*

*5. Vérifier que la face colorée du masque est placée vers l’extérieur.*

*6. Placer le masque sur le visage. Pincer la bande métallique ou le bord dur du masque afin qu’il épouse la forme du nez.*

*7. Tirer le bas du masque pour recouvrir la bouche et le menton.*

*8. Après usage, retirer le masque, enlever les élastiques de derrière les oreilles tout en éloignant le masque du visage et des vêtements afin d’éviter de toucher des parties du masque éventuellement contaminées.*

*9. Jeter le masque dans une poubelle fermée immédiatement après usage.*

*10. Après avoir touché ou jeté le masque, se laver les mains avec une solution hydro-alcoolique ou à l’eau et au savon si elles sont visiblement souillées*.

## II-6 Organiser la collecte et le traitement des déchets en sécurité

Nombre de recommandations de prévention implique l’utilisation d’équipements jetables, qui sont autant de déchets potentiellement contaminés (mouchoirs, essuie-mains, lingettes nettoyantes et autres matériels de nettoyage, masques, gants, matériels de soin usagés…).

L’employeur doit organiser les modalités de la collecte et du traitement des déchets en sorte, d’une part, d’éviter au personnel et au public d’entrer en contact avec (par exemple poubelle dédiée avec clapet), de protéger le personnel de nettoyage qui vide ces poubelles (protocole et équipements spécifiques) et les services de collecte des déchets (sacs solides et bien fermés).

Pour les activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, dans les domaines de la médecine, la réglementation sur les DASRI est applicable comme à l’ordinaire (déchets d'activités de soins à risques infectieux).

## II-7 En parallèle, des mesures concernant certaines personnes

**PERSONNEL FAISANT L’OBJET DE MESURES SPECIFIQUES DANS LE CADRE DE L’EVALUATION DES RISQUES DE L’EMPLOYEUR**

Ces mesures répondent à l’identification, en phase d’évaluation, de personnes exposées à un risque particulier en fonction de leur situation particulière.

Il est important de prévoir en amont, pour chaque situation, les moyens de les identifier, les circuits de transmission de l’information, ce qui est attendu des personnes et/ou la réaction de l’employeur.

Ces règles doivent intégrer celles prévues par les pouvoirs publics.

Qu’il s’agisse des règles internes ou des dispositifs des pouvoirs publics, il faut communiquer ces règles aux salariés et/ou au public fréquentant l’établissement.

Par exemple :

* **Pour le personnel en contact avec le public**
* **pour le personnel de l’entreprise ayant vocation à intervenir sur des personnes potentiellement malades** (service de santé au travail, personnel infirmier, personnel de secours…), le risque d’exposition est plus élevé
* **Conduite à tenir suite à l’information d’un cas de COVID-19 parmi le personnel**

Source : [Ministère du travail](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-questions-reponses-pour-les-entreprises-et-les-salaries) et [plaquette](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_obligations_employeur.pdf) (page 2)

« • Renvoyer le salarié à son domicile

• Appeler le 15 si les symptômes sont graves.

• Informer les salariés qui ont été en contact étroit avec le salarié

• Nettoyer immédiatement les espaces de travail du salarié concerné. »

Remarque : il apparaît nécessaire de recommander aux salariés ayant été en contact de surveiller de manière plus rigoureuse à la fois leur température (2 fois par jour) ET l’apparition de symptômes respiratoires.

« *En cas de contamination, les mesures suivantes devront être prises, le coronavirus pouvant probablement survivre 3 heures sur des surfaces sèches :*

*- équipement des personnes en charge du nettoyage des sols et surfaces avec port d’une blouse à usage unique, de gants de ménage (le port de masque de protection respiratoire n’est pas nécessaire du fait de l’absence d’aérosolisation par les sols et surfaces) ;*

*- entretien des sols : privilégier une stratégie de lavage-désinfection humide de sorte que :*

* *les sols et surfaces soient nettoyés avec un bandeau de lavage à usage unique imprégné d’un produit détergent ;*
* *les sols et surfaces soient en suite rincés à l’eau du réseau d’eau potable avec un autre bandeau de lavage à usage unique ;*
* *un temps de séchage suffisant de ces sols et surfaces soit laissé ;*
* *les sols et surfaces doivent être désinfectés avec de l’eau de javel diluée avec un bandeau de lavage à usage unique différent des deux précédents.*

*- les déchets produits par la personne contaminée suivent la filière d’élimination classique*. »

Le fait que ces mesures ne soient pas mises en œuvre peut être considéré comme un danger grave et imminent concernant certains salariés au moins.

* **Conduite à tenir suite à l’information qu’un salarié présente des symptômes (suspicion)**

Source : [Ministère du travail](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-questions-reponses-pour-les-entreprises-et-les-salaries) et [plaquette](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_obligations_employeur.pdf) (page 2)

« • Renvoyer le salarié à son domicile

• Appeler le 15 si les symptômes sont graves.

• Informer les salariés qui ont été en contact étroit avec le salarié.

• Nettoyer immédiatement les espaces de travail du salarié concerné. »

Remarque : il apparaît nécessaire de recommander aux salariés ayant été en contact de surveiller de manière plus rigoureuse à la fois leur température (2 fois par jour) ET l’apparition de symptômes respiratoires.

En toute logique, l’employeur doit donner consigne aux salariés de rester chez eux le temps d’un diagnostic médical si les symptômes apparaissent au domicile.

C’est également la [recommandation du Ministère de la Santé](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/spf0b001001_coronavirus_signes_benins_400x600_fr_md.pdf): « *Restez chez vous, limitez les contacts avec d’autres personnes, appelez votre médecin* » ou, en cas d’[aggravation des symptômes](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/spf0b001001_coronavirus_signes_graves_400x600_fr_md.pdf), appelez le 15.

Plateformeinteractivepour analyser ses symptômes (Institut Pasteur et APHP) : <https://c19.info/fr/>

**ZOOM sur la prise de température**

La prise de température est une mesure préventive qui vise à écarter du milieu de travail des salariés qui auraient de la fièvre, dans la crainte d’une contamination.

Le ministère des Solidarités et de la Santé recommande, pour les personnes présentant un risque d’exposition particulier de surveiller leur température **2 fois par jour** en même temps que l’apparition de symptômes d’infection respiratoire (toux, difficultés à respirer…) <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/recommandations_suivi_temperature.pdf> Cette recommandation doit faire l’objet d’informations à délivrer aux salariés afin qu’ils puissent les mettre en œuvre s’ils s’estiment concernés.

**La prise de température peut donc être une faculté utile offerte aux salariés**, sous la forme de la mise à disposition d’un appareil de prise de température et l’organisation des modalités de son nettoyage.

**S’agissant d’une obligation**, selon le ministère du travail, la prise de température quotidienne de tous les individus à l’entrée d’une entreprise ne correspond pas aux recommandations du gouvernement puisque la température n’est un indice ni nécessaire ni suffisant ni systématique d’une contamination.

Par exception, la prise de température peut faire partie des mesures de prévention si elle poursuit un objectif légitime et répond à une évaluation particulière du risque (par exemple, risque majeur en cas de contamination). Il faut que cette mesure soit proportionnée à l’objectif recherché et offre des garanties aux salariés concernés : définition des conditions de prise de mesure préservant la dignité, de la norme de température, des suites données au dépassement (éviction de l’entreprise, démarches à accomplir, conséquences sur la rémunération…),des conséquences d’un refus pour le salarié, des conditions de conservation des données.

La procédure à suivre est celle du règlement intérieur (article L. 1321-5 du code du travail), avec la condition d’urgence qui autorise une application immédiate dès la transmission au secrétaire du comité social et économique ainsi qu'à l'inspection du travail, outre l’information complète des salariés sur le dispositif (note de service, affichage, diffusion internet…).

**ARRET DE TRAVAIL CLASSIQUE POUR COVID AVERE**

* **Conditions**

Les [recommandations du Ministère de la santé aux médecins en date du 20 mars](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19_fiche_medecin_v16032020finalise.pdf) précisent bien qu’en phase 3, le diagnostic par **dépistage** devient secondaire, réservé à certains publics. Pour les autres publics, le diagnostic est en principe posé par **examen clinique**.

Le diagnostic posé par le médecin fait foi ; c’est également le médecin qui décide si son diagnostic donne lieu à délivrance d’un arrêt de travail.

Pour les patients présentant les symptômes de l'infection ou reconnus atteints du covid-19, pas de parcours de soins coordonné ni de limitation des téléexpertises (*depuis le décret du 9 mars)*

* **Procédure**

C’est un arrêt de travail classique : arrêt maladie délivré par un médecin, à transmettre à la caisse d’assurance maladie et à l’employeur.

* **Délai de carence**

L’article 8 de la [loi n° 2020-290 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746313&categorieLien=id) *d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19* étend la suppression du délai de carence pour le versement des indemnités d’assurance maladie à tous les arrêts de travail à compter du 24 mars et jusqu’à la fin de l’état d’urgence, peu importe qu’ils soient liés ou non au COVID-19 (en principe le 25 mai)

En revanche, le délai de carence de 7 jours ([article D.1226-3 du code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=1F0D58B77DF69D44C9A9FB4BA9397AC3.tplgfr33s_1?idArticle=LEGIARTI000019225874&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20200331) et non le délai de 3 jours des IJSS) est maintenu pour le versement du complément de salaire, contrairement aux cas des personnes dans l’impossibilité de travailler du fait d'une mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile et dans l’impossibilité de travailler.

* **Complément employeur**

Pas de condition d’ancienneté pour le versement par l’employeur de du complément de salaire prévu aux articles  [L.1226-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006900965&dateTexte=&categorieLien=cid) travail et [D.1226-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000018537770&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20200331&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1821626247&nbResultRech=1) du code du travail ([Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041755930&fastPos=1&fastReqId=2015740364&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte)) qui permet de maintenir la rémunération à 90 % du brut pendant 30 jours puis 2/3 du 31e au 60e jour.

Il s’agit de l’indemnité complémentaire minimale garantie par la loi. Certaines conventions collectives et accords d’entreprise prévoient de meilleurs compléments de salaire, au-delà des 90% ou 66% ou au-delà de la durée de deux fois 30 jours. On applique alors le dispositif le plus favorable au salarié.

Le bénéfice de ce complément est étendu aux salariés travaillant à domicile, aux salariés saisonniers, aux salariés intermittents et aux salariés temporaires (qui sont exclus d’habitude).

**ARRET DE TRAVAIL DEROGATOIRE POUR MESURE D’ISOLEMENT, D’EVICTION OU DE MAINTIEN A DOMICILE DU SALARIE**

Cet arrêt spécifique est régi par le [décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000041521853&dateTexte=20200331) *portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus* (applicable depuis le 2 février).

Initialement prévues jusqu’au 1er avril, ces mesures sont actuellement prolongées jusqu’au 31 mai (modification du décret initial par le décret n° 2020-227 du **9 mars 2020**).

A jour du 6 avril : <https://www.ameli.fr/assure/actualites/covid-19-les-personnes-fragiles-peuvent-beneficier-dun-arret-de-travail>

* **Qui est concerné ?**

**NOUVEAUTÉ** :

Depuis le 6 avril, les **personnes qui partagent leur domicile avec un proche à l’état de santé jugé fragile**, au titre des pathologies listées par [le Haut Conseil de la santé publique](https://www.hcsp.fr/Explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=790), peuvent bénéficier d’un arrêt de travail. Cet arrêt permet de protéger les proches fragiles (qui, au vu, leur sa santé, doivent rester chez elle).

L’arrêt de travail est délivré **par le médecin traitant, ou à défaut, par un médecin de ville**. La personne doit donc prendre contact avec son médecin, de préférence et si cela est possible, par téléconsultation.

*Source :* [*https://www.ameli.fr/le-havre/assure/actualites/covid-19-les-proches-dune-personne-vulnerable-peuvent-beneficier-dun-arret*](https://www.ameli.fr/le-havre/assure/actualites/covid-19-les-proches-dune-personne-vulnerable-peuvent-beneficier-dun-arret)

Le texte vise les personnes dans « *l’impossibilité de travailler du fait d'une mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile et dans l’impossibilité de travailler* ».

*Dans la phase 2 de la pandémie, la* [*circulaire n°09/20 du 19 février 2020 de la CNAM*](http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2020/CIR-9-2020.PDF) *considérait à l’époque que sont concernées les personnes qui font l’objet d’un dispositif d’isolement :*

* *soit pour avoir été en contact avec une personne infectée par le COVID-19*
* *soit pour avoir séjourné dans une zone concernée par le foyer épidémique (zones clusters, liste publiée par* [*www.santepubliquefrance.fr*](http://www.santepubliquefrance.fr)*))*
* *soit pour garantir l’isolement de son enfant lorsqu’il a été en contact avec un cas confirmé.*

*Toutefois, ce texte a été édicté avant la propagation sur tout le territoire national et le passage en phase 3, à une époque où les mesures d’isolement étaient différentes.*

Les [recommandations du Ministère de la santé aux médecins en date du 20 mars](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/arret-travail-covid-19.pdf) se fondent sur une conception plus récente des personnes susceptibles d’être concernées par une mesure d’isolement.

Sont donc concernés par les arrêts de travail dérogatoires :

* **les personnes** **vulnérables ou « à risque »** pour laquelle les consignes sanitaires recommandent de respecter une mesure d’isolement, soit les plus de 70 ans, les femmes enceintes après 6 mois de grossesse et les personnes concernées par certaines pathologies ou traitements ([avis du haut conseil de la santé publique sur la liste des personnes concernées](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/new_hcsp-sars-cov-2_patients_fragiles_v3-2.pdf))
* **les** **personnes reconnues cas contact à haut risque par l’ARS, même asymptomatiques**, faisant l’objet d’une mesure d’isolement (à vérifier : ce document, même postérieur à la nouvelle procédure issue du décret du 9 mars, fait référence à l’ancienne procédure et au stade 2… D’autant qu’un [autre document](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19_fiche_medecin_v16032020finalise.pdf) de même source indique que « *en phase épidémique, il n’y a pas lieu à maintenir de quatorzaine pour les personnes « contacts ».* »)

ATTENTION : « les **personnes ayant séjourné dans une zone concernée par le foyer épidémique** ne font plus l’objet d’une recommandation d’isolement et ne peuvent donc bénéficier d’indemnités journalières à ce titre ».

* **Conditions**

***Conditions spécifiques :***

* Absence de possibilité d’organiser avec l’employeur du télétravail

***Conditions assouplies par rapport à l’arrêt de travail classique :***

* Pas de conditions d’ouverture de droits aux IJSS du parent (montant des rémunérations ou nombre d’heures effectuées sur une période de référence)
* Pas de délai de carence (indemnisation dès le premier jour d’arrêt), y compris pour l’indemnité complémentaire due par l’employeur ([Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041686873&fastPos=1&fastReqId=335129315&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte))
* **Complément employeur**

Il est prévu aux articles  [L.1226-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006900965&dateTexte=&categorieLien=cid) travail et [D.1226-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000018537770&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20200331&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1821626247&nbResultRech=1) du code du travail ([Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041755930&fastPos=1&fastReqId=2015740364&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte)) qui permet de maintenir la rémunération à 90 % du brut pendant 30 jours puis 2/3 du 31e au 60e jour.

Il s’agit de l’indemnité complémentaire minimale garantie par la loi. Certaines conventions collectives et accords d’entreprise prévoient de meilleurs compléments de salaire, au-delà des 90% ou 66% ou au-delà de la durée de deux fois 30 jours. C’est le régime le plus favorable qui s’applique au salarié.

* Pas de condition d’ancienneté
* Pas de condition de transmission de l’arrêt sous 48h à l’employeur
* Pas de condition de soins sur le territoire français ou européen
* **Durée de l’arrêt**

Le texte ouvre droit à la perception d’un arrêt de travail indemnisé par la caisse d’assurance maladie de 20 jours maximum.

Le site internet de la sécurité sociale évoque une durée de 21 jours.

* **Procédure spécifique**

**1er cas :** depuis le 18 mars, le salarié déclare lui-même l’arrêt sur le téléservice, « [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr/) » UNIQUEMENT DANS DEUX CAS :

* **femmes enceintes dans leur 3e trimestre de grossesse**
* **personnes vulnérable** au sens [de la liste du Haut Conseil de la santé publique](https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=775) **A CONDITION** qu’ils soient pris en charge en[**affection de longue durée (ALD)**](https://www.ameli.fr/assure/droits-demarches/maladie-accident-hospitalisation/affection-longue-duree-ald/affection-longue-duree-ald)au titre de cette pathologie

Dans ce cas, l’assurance maladie délivre l’arrêt de travail après vérifications et transmet le volet 3 à retourner à l'employeur à l'assuré sous 8 jours, qui doit être transmis à l’employeur.

Elle précise sur son site, au 6 avril, que « cet arrêt peut être déclaré rétroactivement à la date du vendredi 13 mars pour une durée initiale de 21 jours » et précise : « dans le cadre des annonces par le gouvernement du **prolongement du confinement jusqu’au 15 avril, les arrêts délivrés par ce biais seront automatiquement renouvelés jusqu’à cette échéance**. »

**2e cas :** pour les autres personnes souffrant d’une des [pathologies listées par le Haut Conseil de la santé publique](https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=775), l'arrêt de travail ne peut pas être établi par un médecin, il doit être établi par la caisse d'assurance maladie de l’assuré, qui le transmet sans délai à l'employeur (*depuis le décret du 9 mars, qui supprime l’ancienne procédure d’identification des personnes concernées par l’ARS et la délivrance de l’arrêt par un médecin de l’ARS)*

Toutefois, au 6 avril, le site Internet de l’assurance maladie précise : « Les personnes souffrant de l’une des pathologies listées dans l’avis du HCSP mais **ne bénéficiant pas d’une prise en charge en ALD** par l’Assurance Maladie sont invitées à **contacter leur médecin traitant ou à défaut un médecin de ville** pour évaluer si leur état de santé justifie que ce dernier leur délivre un arrêt de travail. »

* **En cas de chômage partiel ou d'activité interrompue**

Les règles suivantes s’appliquent :

* **si l’activité exercée par le salarié dans l’entreprise est interrompue**, les arrêts de travail dérogatoires pour personne fragile ne s’appliquent plus. Si cette interruption intervient alors qu’un salarié bénéficie d’un arrêt dérogatoire en cours, l’employeur doit y mettre un terme en le signalant à l’Assurance Maladie.
* **si l’entreprise décide de réduire son activité**, il n’est pas possible de cumuler un chômage partiel avec un arrêt de travail dérogatoire. Le salarié concerné par un arrêt de travail dérogatoire continuera à en bénéficier et ne devra pas être placé en chômage partiel
* **si le salarié bénéficie d’un arrêt maladie** (en dehors des arrêts dérogatoires) et que son entreprise réduit ou interrompt son activité, le salarié reste en arrêt maladie jusqu’à la fin de l’arrêt prescrit.

*Source :* [*https://www.ameli.fr/assure/actualites/covid-19-les-personnes-fragiles-peuvent-beneficier-dun-arret-de-travail*](https://www.ameli.fr/assure/actualites/covid-19-les-personnes-fragiles-peuvent-beneficier-dun-arret-de-travail)

**ARRET DE TRAVAIL DEROGATOIRE POUR GARDE D’ENFANTS**

Dès la fermeture des structures d’accueil de jeunes enfants et des établissements scolaires (le 16 mars ou antérieurement dans certaines zones géographiques), la possibilité de couvrir cette absence du parent salarié par un arrêt de travail dérogatoire indemnisé par la caisse d’assurance maladie a été prévue.

Depuis le 11 mars, il est régi par le décret n° 2020-227 du 9 mars 2020 intégré dans le texte du [décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000041521853&dateTexte=20200331) *portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus* (cliquer sur « version à jour » en haut à gauche), qui aligne son régime sur celui des personnes faisant l’objet d’une mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile.

ATTENTION : ce texte vise uniquement les gardes d’enfants de moins de 16 ans et ne reprend pas la situation des gardes d’enfants de plus de 16 ans en situation de handicap

* **Conditions**

***Conditions spécifiques tenant à la situation de garde d’enfants :***

* Age de l’enfant : moins de 16 ans au jour du début de l'arrêt
  + La sécurité sociale prévoit également la télédéclaration de l’arrêt de travail pour garde d’enfants pour les enfants de plus de 16 ans en situation de handicap mais cette possibilité n’est pas prévue par les textes
* Un seul parent à la fois (il est possible de fractionner l’arrêt ou de le partager entre les parents sur la durée de fermeture de l’établissement)
* Pas de possibilité de télétravail

***Conditions assouplies par rapport à l’arrêt de travail classique :***

* Pas de conditions d’ouverture de droits aux IJSS du parent (montant des rémunérations ou nombre d’heures effectuées sur une période de référence)
* Pas de délai de carence (indemnisation dès le premier jour d’arrêt), y compris pour l’indemnité complémentaire due par l’employeur ([Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041686873&fastPos=1&fastReqId=335129315&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte))
* **Complément employeur**

Il est prévu aux articles  [L.1226-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006900965&dateTexte=&categorieLien=cid) travail et [D.1226-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000018537770&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20200331&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1821626247&nbResultRech=1) du code du travail ([Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041755930&fastPos=1&fastReqId=2015740364&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte)) qui permet de maintenir la rémunération à 90 % du brut pendant 30 jours puis 2/3 du 31e au 60e jour.

Il s’agit de l’indemnité complémentaire minimale garantie par la loi. Certaines conventions collectives et accords d’entreprise prévoient de meilleurs compléments de salaire, au-delà des 90% ou 66% ou au-delà de la durée de deux fois 30 jours. C’est le régime le plus favorable qui s’applique au salarié.

* Pas de condition d’ancienneté
* Pas de condition de transmission de l’arrêt sous 48h à l’employeur
* Pas de condition de soins sur le territoire français ou européen
* **Durée de l’arrêt**

Depuis le 11 mars (modifications introduites par le décret du 9 mars modifiant le [décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000041521853&dateTexte=20200331), alignement sur le régime des personnes faisant l’objet d’une mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile), la durée de l’arrêt peut s’aligner sur la durée de fermeture de la structure d’accueil ou de l’établissement. Mais, *a priori*, le service de télédéclaration de la sécurité sociale prévoit toujours des arrêts de 1 à 21 jours renouvelables sans limitation.

* **Procédure spécifique**

Le salarié doit fournir une [attestation de garde d’enfant à domicile](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/19032020-attestation-de-garde.pdf) à son employeur.

Depuis le 3 mars, l’employeur déclare lui-même l’arrêt sur le téléservice, « [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr/) » et doit transmettre la déclaration des salaires selon la procédure habituelle pour déclencher le paiement.

# III. L’évaluation et la prévention des risques psycho-sociaux

La dimension des **risques-psycho-sociaux** ne doit pas être négligée : le contexte de pandémie, l’insuffisance, la profusion ou la confusion des informations, le fait d’être confiné ou au contraire d’être obligé d’aller travailler, etc. sont des situations anxiogènes, voire des vecteurs de violence internes (hiérarchie/travailleur ou travaillleur/travailleur) et externes (avec les clients, le public, les prestataires…).

Il convient donc également d’évaluer ce risque, concrètement, pour les travailleurs en fonction de leur poste et de leur situation et d’y répondre par des mesures de prévention spécifiques.

Voir par exemple la fiche de l’OMS :

<https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/coping-with-stress-fr.pdf?sfvrsn=df557c4e_8>

# IV. Mise en œuvre des mesures de prévention

Tout plan de prévention doit prévoir :

* **des actions d’information claire** (explications et discussions orales, fiches récapitulant les modes opératoires et consignes au poste, affichages, mise à disposition du DUER…)
* **et des actions de formation** (formations pratiques avec démonstration au poste).

**L’ensemble des consignes doit être formalisé par écrit.**

Lorsque le port d’équipement de protection individuelle est préconisé, les travailleurs recevront une formation et une information claire.

Ces actions d’information s’adressent aux salariés, et pour certaines au public fréquentant l’établissement.

**En particulier, le strict respect des règles de distanciation et d’hygiène doit être garanti par des consignes impératives délivrées aux personnes extérieures** dont il conviendra d’assurer de la bonne exécution.

Il faut expliquer à la fois les résultats de l’évaluation (comprendre les dangers, les vecteurs de l’exposition) et la prévention (comprendre le lien entre une mesure et une exposition, les raisons de l’adoption de cette mesure plutôt qu’une autre, la manière de procéder…).

Sans ces actions, le meilleur plan d’action est vain, faute de compréhension réelle des risques, des situations d’exposition et de la manière de s’en préserver.

Les modalités doivent s’adapter à chaque travailleur, dans l’objectif de s’assurer de la compréhension parfaite et totale par chacun, qui est un vecteur de respect des mesures.

**Comment contacter l’inspection du travail en Seine-Maritime ?**

Bonjour,

Pour joindre l'inspection du travail de Seine Maritime en situation de maintien d'activité et au sujet du risque d’exposition au COVID-19 :

Pour les services de renseignement en droit du travail :

Par téléphone : 0 806 000 126 (service gratuit + prix d’un appel)

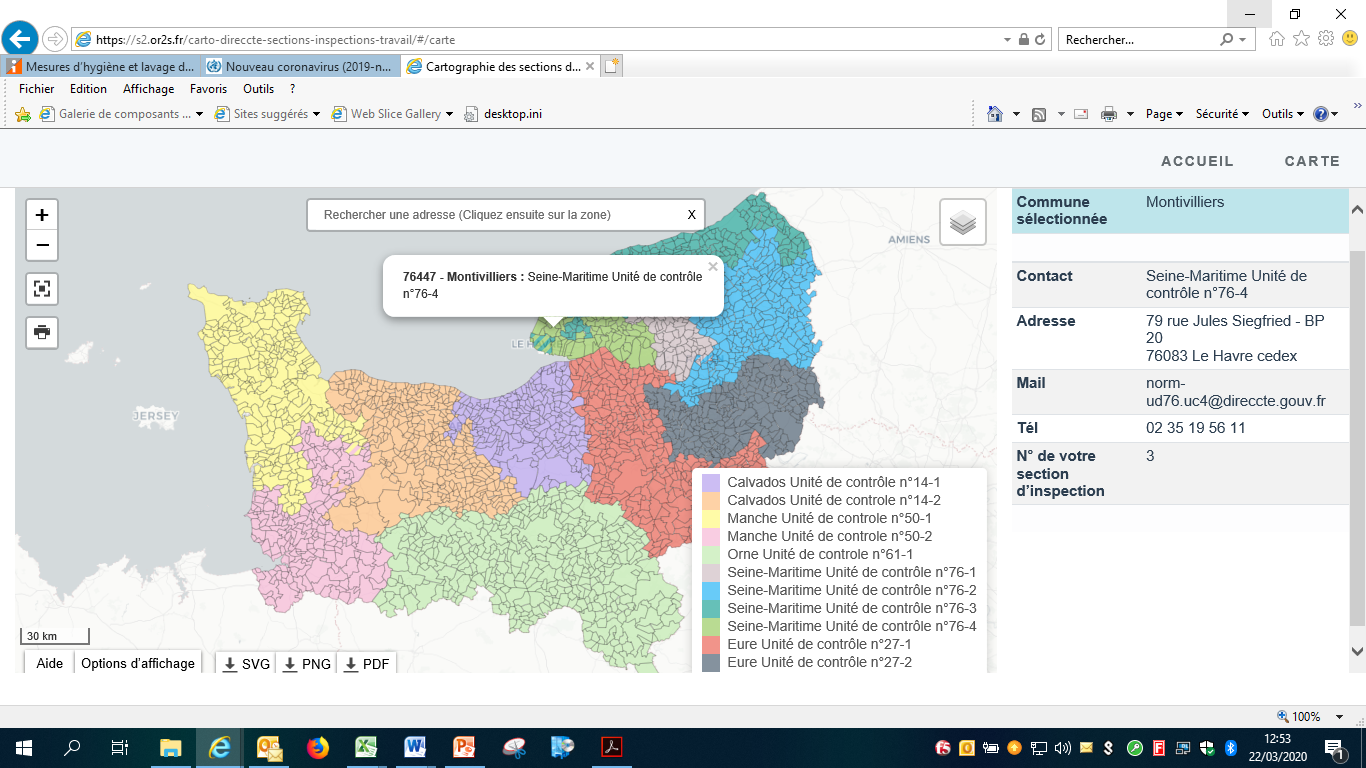
Par mail : norm-ud76.renseignements@direccte.gouv.fr

Pour les services de contrôle en entreprise :

Site Internet de la Direccte Normandie, cliquer sur contacter l'inspection du travail puis sur trouvez votre inspecteur du travail puis sur accéder à la cartographie des sections d'inspection du travail <https://s2.or2s.fr/carto-direccte-sections-inspections-travail/#/>

Suivre les instructions et utiliser le document d’aide si besoin.

Cela vous permettra en fonction de l'adresse de votre lieu de travail de savoir de quelle section d'inspection et unité de contrôle vous dépendez, avec l'adresse mail où écrire.



**Rouge** : Unité de contrôle (exemple : n° 76-4)

**Vert** : Section d’inspection (exemple : 3 🡲 section n° 76-4-3)

**Violet** : contact par mail

Il est pour l’instant inutile de contacter le numéro de téléphone indiqué. Nos services travaillent actuellement à mettre en place le renvoi des lignes téléphoniques.

Seulement en cas d'impossibilité d'accès au mail, envoyez un SMS au 0607329865

Dans tous les cas il faut indiquer :

- votre section à partir de la cartographie (par exemple : section 76-4-3)

- le nom et l'adresse de votre lieu de travail (et de votre employeur si différents)

- les coordonnées où vous pouvez être recontacté

- le sujet de votre demande

Activité partielle

Site Internet :

<https://www.pole-emploi.fr/actualites/covid-19-activite-partielle-et-a.html>

<https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/activite-partielle>

<http://normandie.direccte.gouv.fr/Coronavirus-des-modalites-exceptionnelles-d-activite-partielle>?

Dispositif exceptionnel :

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/le-ministere-du-travail-donne-30-jours-aux-entreprises-pour-declarer-leur>

Par mail : [hnorm-ut76.rae.pie@direccte.gouv.fr](mailto:hnorm-ut76.rae.pie@direccte.gouv.fr)

Par téléphone : 02 32 18 99 34

Portail dématérialisé : <https://activitepartielle.emploi.gouv.fr/apart/>

Mesures d’accompagnement des entreprises

<http://normandie.direccte.gouv.fr/sites/normandie.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/mesures_de_soutien_aux_entreprises_19_mars.pdf>

<http://normandie.direccte.gouv.fr/sites/normandie.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/faq_soutien_aux_entreprises_19_mars.pdf>

**Difficultés entreprises** un numéro vert gratuit **0 800 942 564** à compter du 23 mars 2020

**Par régions :**

**AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

<https://lespacedescartes.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=7f1ae7233c73400a973d77a3097b4b49>

**BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

<http://bourgogne-franche-comte.direccte.gouv.fr/Annuaire-de-l-Inspection-du-travail>

**BRETAGNE**

<http://bretagne.direccte.gouv.fr/Trouvez-votre-inspection-du-travail>

**CENTRE-VAL-DE-LOIRE**

Cher : <http://centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/sites/centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/section18-2.pdf>

Indre : <http://centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/sites/centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/ud36_carte_2_.pdf>

Indre-et-Loire : <http://centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/sites/centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/20170315_sections_inspection_indre-et-loire.pdf>

Loire-et-Cher : <http://centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/sites/centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/carte-sections-it_ud41_sept2016.bm.pdf>

Loiret : <http://centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/Cartes-des-sections-de-l-inspection-du-travail-du-Loiret>

**CORSE**

<http://corse.direccte.gouv.fr/Contacter-la-Direccte>

**HAUTS-DE-FRANCE**

<http://hauts-de-france.direccte.gouv.fr/Inspection-du-travail-je-trouve-mon-unite-de-controle-en-ligne>

**ILE-DE-FRANCE**

<http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie/voir.do?carte=test_fond&service=DRIEA_IF&context=-75-5945088534653838957>

**GRAND-EST**

<http://grand-est.direccte.gouv.fr/Inspection-du-travail-4974> (ne fonctionne pas)

Ardennes (08) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17704>

Aube (10) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17705>

Marne (51) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17706>

Haute Marne (52) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17707>

Meurthe et Moselle (54) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17707>

Meuse (55) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17709>

Moselle (57) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17710>

Bas Rhin (67) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17712>

Haut Rhin (68) : <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-unite-departementale-Nous-contacter-17713>

Vosges (88) ; <http://grand-est.direccte.gouv.fr/Presentation-de-l-Unite-departementale-Nous-contacter-17714>

**GUADELOUPE**

N° unique : 0590.80.50.50 puis choix 1

Organigramme mars 2020 (unité de contrôle) : <http://guadeloupe.dieccte.gouv.fr/sites/guadeloupe.dieccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020-03-01_organigramme_dieccte_guadeloupe.pdf>

**GUYANE**

Mail : 973.uc1@dieccte.gouv.fr

Carte avec interlocuteurs et coordonnées (avril 2018) : <http://guyane.dieccte.gouv.fr/sites/guyane.dieccte.gouv.fr/IMG/pdf/decoupe_des_sections.pdf>

**MARTINIQUE**

[972.direction@dieccte.gouv.fr](mailto:972.direction@dieccte.gouv.fr) (direction)

**MAYOTTE**

Mail tous services : [976.direction@dieccte.gouv.fr](mailto:976.direction@dieccte.gouv.fr)

**NORMANDIE**

<https://s2.or2s.fr/carto-direccte-sections-inspections-travail/#/>

**NOUVELLE-AQUITAINE**

<http://nouvelle-aquitaine.direccte.gouv.fr/Trouver-votre-section-d-inspection>

**OCCITANIE**

<http://occitanie.direccte.gouv.fr/Annuaire-de-l-inspection-du-travail-en-Occitanie>

**PACA**

<http://paca.direccte.gouv.fr/L-organisation-de-l-inspection-du-travail-dans-les-departements>

**PAYS DE LA LOIRE**

Loire Atlantique (44) : <http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/sites/pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/cartes_unites_de_controle_ud_44_.pdf>

Maine et Loire (49) : <http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/Contacter-la-Direccte-en-Maine-et-Loire>

Mayenne (53) : <http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/Contacter-la-Direccte-en-Mayenne>

Sarthe (72) : <http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/Contacter-la-Direccte-en-Sarthe>

Vendée (85): <http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/Contacter-la-Direccte-en-Vendee>

**RÉUNION**

<http://reunion.dieccte.gouv.fr/Nous-contacter,8384> (téléphone seulement)

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**Textes**

**Deux lois d’urgence**

[LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746313&categorieLien=id) d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

[LOI organique n° 2020-365 du 30 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041768067&dateTexte=&categorieLien=id) d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

**Les ordonnances**

<https://www.vie-publique.fr/dossier/273985-les-ordonnances-covid-19-mars-et-avril-2020-dossier>

**Circulaires et instructions**

**1er Ministre**

Circulaire du 18 mars 2020 relative aux décisions prises pour lutter contre la diffusion du Covid-19 en matière de **contrôle aux frontières**

<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2020/03/cir_44947.pdf>

[Instruction interministérielle du 5 avril 2020](https://portail.tessadoc.social.gouv.fr/userfiles/files/public/2020_57.pdf) n° DGT/DGS/DGCCRF/DGDDI/2020/57 modifiant l’[Instruction interministérielle du 31 mars 2020](https://portail.tessadoc.social.gouv.fr/userfiles/files/public/2020_55.pdf) n° DGT/DGS/DGCCRF/DGDDI/2020/55 relative à la mise en œuvre de la recommandation (UE) 2020/403 de la Commission européenne du 13 mars 2020 relative aux procédures d’évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le COVID-19

**Justice**

Circulaire de présentation des **articles 1er, 2, 3 et 5 de l’ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020** portant adaptation des **règles relatives aux difficultés des entreprises** et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et **modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (JUSC2008794C)

<http://www.justice.gouv.fr/bo/2020/20200401/JUSC2008794C.pdf>

Circulaire du 26 mars de présentation de **l’ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020** portant adaptation des règles applicables aux **juridictions de l’ordre judiciaire statuant en matière non pénale** et aux **contrats de syndic de copropriété** (JUSC2 2008609C)

<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2020/03/cir_44953.pdf>

Circulaire du 26 mars 2020 de présentation des dispositions du **titre I de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020** relative à la **prorogation des délais échus** pendant la période d'urgence sanitaire et à l'**adaptation des procédures** pendant cette même période (JUSC2008608C)

<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2020/03/cir_44952.pdf>

<http://www.justice.gouv.fr/bo/2020/20200327/JUSC2008608C.pdf>

Circulaire du 26 mars de présentation des dispositions de **l’ordonnance n°2020-303 du 25 mars 2020** portant **adaptation de règles de procédure pénale** sur le fondement de la loi n° 2020-290du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19 (JUSD2008571C)

<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2020/03/cir_44950.pdf>

Circulaire du 25 mars de présentation des **dispositions applicables pendant l’état d’urgence** sanitaire et relative au **traitement des infractions** commises pendant l’épidémie de Covid-19 (JUSD2008353C)

<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2020/03/cir_44951.pdf>

Circulaire du 14 mars 2020 relative à **l'adaptation de l'activité pénale et civile des juridictions** aux mesures de prévention et de lutte contre la pandémie Covid-19

<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2020/03/cir_44947.pdf>

**Intérieur – Santé**

Instruction interministérielle du 27 février 2020 n° DGS/DGSCGC/2020/47 précisant la conduite à tenir face à des cas groupés de coronavirus Covid-19 sur le territoire national (MI/MSS Covid-19 pref2020/002)

<https://portail.tessadoc.social.gouv.fr/userfiles/files/private/2020_47.pdf>

**Questions-Réponses**

Covid19 QR Entreprises et Salariés

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-questions-reponses-pour-les-entreprises-et-les-salaries>

Questions-réponses pour les employeurs inclusifs

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-questions-reponses-pour-les-employeurs-inclusifs>

Covid19 QR Apprentissage

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-questions-reponses-sur-les-modalites-applicables-aux-cfa>

Voir aussi : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/coronavirus-suspension-de-l-accueil-dans-les-cfa-et-les-organismes-de-formation>

Covid19 QR Formation professionnelle

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-questions-reponses-formation-professionnelle-des-salaries>

Voir aussi : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/coronavirus-suspension-de-l-accueil-dans-les-cfa-et-les-organismes-de-formation>

Covid19 QR Compte formation

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-questions-reponses-mon-compte-formation>

Activité partielle

https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/activite-partielle

Note UNEDIC activité partielle :

<https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/toute-lactualite-employeur/activite-partielle--nouveau-disp.html>

Question/réponse de la DGCS sur l’accueil et la garde d’enfants (18 mars) :

<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/faq_modes_d_accueil_du_jeune_enfant_18032020.pdf>

**Journal Officiel**

(Attention : cliquer sur « version en vigueur » dans le panneau en haut à gauche lors de la consultation du texte)

***JO 09/04/20***

[Ordonnance n° 2020-405 du 8 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=52E5C040239DA34DE8A6A75326E509AB.tplgfr36s_3?cidTexte=JORFTEXT000041789318&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041789298) portant diverses adaptations des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif (*modifications* [*Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755612&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) *portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif : le point de départ des délais de jugement est reporté au 1er jour du 2e mois suivant la cessation de l'état d'urgence sanitaire, lorsque ces délais courent ou ont couru en tout ou partie durant la période comprise entre le 12 mars 2020 et la fin de l'état d'urgence sanitaire ; affichage des rôles des audiences sur le site internet des juridictions ; notification des décisions par tout moyen en l’absence d’avocat utilisant le téléservice ; délais des mesures d’instruction et dates de clôture d’instruction)*

[Décret n° 2020-410 du 8 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=52E5C040239DA34DE8A6A75326E509AB.tplgfr36s_3?cidTexte=JORFTEXT000041789669&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041789298) adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire (*conditions de report jusqu'au 31 décembre 2020 de certaines visites médicales sauf certaines visites du suivi spécifique en raison de leur affectation sur certains postes ou du suivi individuel adapté en raison de leur vulnérabilité ; règles spécifiques pour les visites de reprise pour tenir compte de la vulnérabilité et des risques encourus par les travailleurs*)

***JO 08/04/20***

[Arrêté du 3 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=F4C7EB0FEE7355AF9162DB947910DEBB.tplgfr38s_1?cidTexte=JORFTEXT000041786079&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041785992) prescrivant des mesures temporaires favorisant l'adaptation des entreprises du secteur alimentaire mettant sur le marché des denrées animales ou d'origine animale au contexte des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19

***JO 07/04/20***

Aucun texte

***JO 06/04/20***

[Décret n° 2020-399 du 5 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3CB6F7CB9EFBEC8F37D994EABEA85E65.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041782853&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041782848) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [arrêté du 5 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3CB6F7CB9EFBEC8F37D994EABEA85E65.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041782869&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041782848) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (*nouveau chapitre 7 sur la possibilité de prendre un arrêté préfectoral déterminant les laboratoires habilités à réaliser le dépistage lorsque les laboratoires de biologie médicale sont saturés*)

[Décret n° 2020-400 du 5 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3CB6F7CB9EFBEC8F37D994EABEA85E65.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041782859&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041782848) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (*art. 12-1 VII* *sur la possibilité de prendre un arrêté préfectoral de réquisition des laboratoires, équipements et personnels pour réaliser des dépistages*)

***JO 05/04/20***

[Décret n° 2020-396 du 4 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3CB6F7CB9EFBEC8F37D994EABEA85E65.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041782310&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041782286) relatif au régime du contrôle des prix de vente des gels hydro-alcooliques dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

[Arrêté du 4 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3CB6F7CB9EFBEC8F37D994EABEA85E65.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041782350&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041782286) relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur

***JO 04/04/20***

[Arrêté du 3 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=6042726C6E4B1C3AD17D918BCB1D519F.tplgfr30s_3?cidTexte=JORFTEXT000041781759&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041781723) modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine

***JO 03/04/20***

[Décret n° 2020-393 du 2 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=6042726C6E4B1C3AD17D918BCB1D519F.tplgfr30s_3?cidTexte=JORFTEXT000041780609&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041780507) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (*art. 12-4 : utilisation de médicaments analogues à usage vétérinaire*)

[Décret n° 2020-392 du 2 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=6042726C6E4B1C3AD17D918BCB1D519F.tplgfr30s_3?cidTexte=JORFTEXT000041780512&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041780507) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [arrêté du 2 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=6042726C6E4B1C3AD17D918BCB1D519F.tplgfr30s_3?cidTexte=JORFTEXT000041780622&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041780507) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (*délivrance en pharmacie des traitements à base de belatacept d'entretien du rejet de greffon des patients adultes ayant reçu une transplantation rénale*)

[Arrêté du 31 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=259F0F8E041A22F9CAD43F9766C3738A.tplgfr38s_1?cidTexte=JORFTEXT000041780655&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041780507) modifiant le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'activité partielle pour l'année 2020

***JO 02/04/20***

[Ordonnance n° 2020-386 du 1er avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=05B2D4B449CBFBD7DDEF6E434AFB9281.tplgfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000041776887&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041776639) adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle

[Ordonnance n° 2020-389 du 1er avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=05B2D4B449CBFBD7DDEF6E434AFB9281.tplgfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000041776922&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041776639) portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel

[Ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=05B2D4B449CBFBD7DDEF6E434AFB9281.tplgfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000041776899&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041776639) portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle

[Ordonnance n° 2020-388 du 1er avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=05B2D4B449CBFBD7DDEF6E434AFB9281.tplgfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000041776909&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041776639) relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles

[Décret n° 2020-381 du 1er avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=05B2D4B449CBFBD7DDEF6E434AFB9281.tplgfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000041776644&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041776639) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [arrêté du 1er avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=05B2D4B449CBFBD7DDEF6E434AFB9281.tplgfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000041776842&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041776639) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (*nouveau chapitre sur les hospitalisations à domicile*)

[Décret n° 2020-384 du 1er avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=05B2D4B449CBFBD7DDEF6E434AFB9281.tplgfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000041776790&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041776639) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire *(art. 8 : ajout aux établissements autorisés à recevoir du public des centre de contrôle technique auto, la vente de combustibles. Art. 12-1 : nouvelles possibilités de réquisition pour les services funéraires et autorités de santé telles que ARS et ANSM. Art. 12-5 : interdiction des soins funéraires jusqu’au 30 avril, mise en bière immédiate en cas de contamination)*

[Ordonnance n° 2020-385 du 1er avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=05B2D4B449CBFBD7DDEF6E434AFB9281.tplgfr35s_1?cidTexte=JORFTEXT000041776879&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041776639) modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

***JO 01/04/20***

[Décret n° 2020-375 du 31 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A97290717C80919C53CDB5FD9C5B033A.tplgfr24s_3?cidTexte=JORFTEXT000041773792&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041773787) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté [du 31 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A97290717C80919C53CDB5FD9C5B033A.tplgfr24s_3?cidTexte=JORFTEXT000041774063&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041773787) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

[Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A97290717C80919C53CDB5FD9C5B033A.tplgfr24s_3?cidTexte=JORFTEXT000041774082&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041773787) relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19

***JO 30/03/20***

[Décret n° 2020-370 du 30 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=2EC1DB9F4CBBBB5960D574E4CB9FCEA0.tplgfr33s_1?cidTexte=JORFTEXT000041768187&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041768062) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (*déplacements maritimes et fluviaux*)

[Décision du Conseil constitutionnel n° 2020-799 DC du 26 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=2EC1DB9F4CBBBB5960D574E4CB9FCEA0.tplgfr33s_1?cidTexte=JORFTEXT000041768084&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041768062) (*conformité de la LOI ORGANIQUE D'URGENCE POUR FAIRE FACE À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19*)

[LOI organique n° 2020-365 du 30 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=2EC1DB9F4CBBBB5960D574E4CB9FCEA0.tplgfr33s_1?cidTexte=JORFTEXT000041768067&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041768062) d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (*délais devant le Conseil constitutionnel*)

[Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=2EC1DB9F4CBBBB5960D574E4CB9FCEA0.tplgfr33s_1?cidTexte=JORFTEXT000041768315&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041768062) relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

***JO 29/03/20***

[Décret n° 2020-360 du 28 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041763328&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041763193) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

[Décret n° 2020-357 du 28 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041763219&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041763193) relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire

[Décret n° 2020-361 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041763397&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041763193) portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage

[Décret n° 2020-355 du 28 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041763198&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041763193) relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés : [Arrêté du 28 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041763348&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041763193) portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie covid-19 et [Arrêté du 28 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041763388&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041763193) modifiant l'arrêté du 12 juillet 2017 fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R. 2213-2-1 du code général des collectivités territoriales

[Arrêté du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041763285&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041763193) relatif à la suspension de l'exploitation de l'aéroport de Paris-Orly à titre temporaire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire relatif à l'épidémie du covid-19

***JO 28/03/20***

[Décret n° 2020-344 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762421&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

[Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762506&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle

[Décret n° 2020-340 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762324&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [arrêté du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762387&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine

[Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762344&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

[Ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762557&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire

[Décret n° 2020-350 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762696&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) relatif aux compétences du préfet de police en cas de menaces et crises sanitaires graves

[Ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762732&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

[Décret n° 2020-352 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762745&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) portant adaptation des règles funéraires en raison des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19

[Ordonnance n° 2020-353 du 27 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762778&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) relative aux aides exceptionnelles à destination de titulaires de droits d'auteurs et de droits voisins en raison des conséquences de la propagation du virus covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

[Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762353&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période (rectificatif)

[Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041762351&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041762319) portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété (rectificatif)

***JO 27/03/20***

[Décret n° 2020-337 du 26 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041759437&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041759269) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

***JO 26/03/20***

[Décret n° 2020-314 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755775&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

[Décret n° 2020-302 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755515&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [Arrêté du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755801&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

**Ministère du travail**

[Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755930&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation

[Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755940&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos

[Ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755953&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail

[Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755956&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) relatif à l'activité partielle

**Ministère des solidarités et de la santé**

[Ordonnance n° 2020-310 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755748&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants

[Ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755763&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) relative à la prolongation de droits sociaux

[Ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755771&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux

**Ministère de l'économie et des finances**

[Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755833&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure

[Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755842&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19

[Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755852&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

[Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0BD73D15FE12E9E4BF0968891278BFB3.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755864&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19

[Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0BD73D15FE12E9E4BF0968891278BFB3.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755875&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

[Ordonnance n° 2020-320 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0BD73D15FE12E9E4BF0968891278BFB3.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755887&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques

[Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0BD73D15FE12E9E4BF0968891278BFB3.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755899&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19

**Ministère de la justice**

[Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755529&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

[Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755577&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

[Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755612&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif

[Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=CC148E41491E95CCC70E9771720C4BB1.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041755644&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

**Ministère de l'intérieur**

[Ordonnance n° 2020-328 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0BD73D15FE12E9E4BF0968891278BFB3.tplgfr22s_1?cidTexte=JORFTEXT000041756029&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour

**Voir plus** : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJO.do?idJO=JORFCONT000041755510>

***JO 25/03/20***

[LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041751352&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041751349) d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (rectificatif)

[Décret n° 2020-297 du 24 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041751649&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041751349) relatif aux heures supplémentaires et à leur dépassement dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

[Décret n° 2020-298 du 24 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FE5569D68BB17B77E9FA300F24C8D520.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041751656&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041751349) modifiant le décret n° 2002-598 du 25 avril 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires

***JO 24/03/20***

[LOI n° 2020-289 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3E8AB31C090C8ECE2ABB5FC90503C230.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041746298&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041746295) de finances rectificative pour 2020

[LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3E8AB31C090C8ECE2ABB5FC90503C230.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041746313&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041746295) d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Voir : <https://www.vie-publique.fr/loi/273942-loi-durgence-pour-faire-face-lepidemie-de-covid-19>

[Décret n° 2020-291 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3E8AB31C090C8ECE2ABB5FC90503C230.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041746343&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041746295) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [Arrêté du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3E8AB31C090C8ECE2ABB5FC90503C230.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041746744&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041746295) prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

[Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3E8AB31C090C8ECE2ABB5FC90503C230.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041746694&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041746295) prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire :

nouvelles dispositions concernant les déplacements

[Arrêté du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3E8AB31C090C8ECE2ABB5FC90503C230.tplgfr33s_3?cidTexte=JORFTEXT000041746813&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041746295) accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020

***JO 22/03/20***

[Décret n° 2020-285 du 21 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=86A1DCC9EA925A7FDA3D4BDCDAB2E69C.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000041741507&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041741502) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [arrêté du 21 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=86A1DCC9EA925A7FDA3D4BDCDAB2E69C.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000041741558&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041741502) complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

***JO 21/03/20***

[Décret n° 2020-281 du 20 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-247 du 13 mars 2020 relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=86A1DCC9EA925A7FDA3D4BDCDAB2E69C.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000041741041&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041740980)

[Décret n° 2020-280 du 20 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=86A1DCC9EA925A7FDA3D4BDCDAB2E69C.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000041740985&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041740980)  relatif à l'entrée en vigueur immédiate de quatre arrêtés :

[Arrêté du 20 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=86A1DCC9EA925A7FDA3D4BDCDAB2E69C.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000041741051&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041740980) complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Arrêté du 19 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=86A1DCC9EA925A7FDA3D4BDCDAB2E69C.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000041741010&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041740980) portant levée de l'interdiction de circuler des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »

[Arrêté du 20 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=86A1DCC9EA925A7FDA3D4BDCDAB2E69C.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000041741016&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041740980) modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine

[Arrêté du 20 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=86A1DCC9EA925A7FDA3D4BDCDAB2E69C.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000041741033&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041740980) portant dérogation temporaire aux règles en matière de temps de conduite pour le transport routier de marchandises

***JO 20/03/20***

[Décret n° 2020-275 du 19 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/19/PRMX2008068D/jo/texte) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [arrêté du 19 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/19/SSAZ2008066A/jo/texte) portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Décret n° 2020-277 du 19 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/19/SSAS2007770D/jo/texte) modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus

[Décret n° 2020-279 du 19 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/19/PRMX2007932D/jo/texte) modifiant le décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Arrêté du 3 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/3/SSAS2006505A/jo/texte) fixant le modèle du formulaire « Avis d'arrêt de travail »

***JO 19/03/20***

[Décret n° 2020-273 du 18 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/18/ESRS2007988D/jo/texte) relatif missions des services de santé universitaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19

***JO 18/03/20***

[Décret n° 2020-267 du 17 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/17/INTA2007860D/jo/texte) portant report du second tour du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, initialement fixé au 22 mars 2020 par décret n° 2019-928 du 4 septembre 2019

[Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=7706E816520624E5FE6CE28769391E7E.tplgfr28s_3?cidTexte=JORFTEXT000041731767&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041731726) portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population

[Décret n° 2020-263 du 17 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=7706E816520624E5FE6CE28769391E7E.tplgfr28s_3?cidTexte=JORFTEXT000041731731&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041731726) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [arrêté du 17 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=7706E816520624E5FE6CE28769391E7E.tplgfr28s_3?cidTexte=JORFTEXT000041731893&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041731726) complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

***JO 17 /03/20***

[Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/16/PRMX2007858D/jo/texte) portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Décret n° 2020-261 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/16/PRMX2007863D/jo/texte) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [arrêté du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/16/SSAZ2007862A/jo/texte) complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Arrêté du 13 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/13/TREX2007745Z/jo/texte) autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine (rectificatif)

***JO 14/03/20 au 16/03/20***

[Décret n° 2020-259 du 15 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/15/PRMX2007754D/jo/texte) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [Arrêté du 15 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/15/SSAS2007753A/jo/texte) complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Décret n° 2020-249 du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/14/PRMX2007746D/jo/texte) relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés : [Arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722952&categorieLien=id) relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur [Arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/14/SSAZ2007749A/jo/texte) portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Arrêté du 13 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/13/SSAZ2007748Z/jo/texte) portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 (rectificatif)

[Décret n° 2020-242 du 13 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/13/PRMX2007747D/jo/texte) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un [Arrêté du 13 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/13/SSAZ2007748A/jo/texte) portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Arrêté du 13 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/3/13/TREX2007745A/jo/texte) autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine

[Décret n° 2020-247 du 13 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/13/SSAZ2007593D/jo/texte) relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19

[Décret n° 2020-248 du 13 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/3/13/SSAZ2007684D/jo/texte) relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire